



**AGIR POUR
DÉVELOPPER
LES ÉGALITÉS**



FBE
Des ressources pour l'évaluation
Des repères pour l'action

Katouka



Sensibilisation ◆
Formation ◆
Ingénierie de projet ◆
Transfert d'expertises ◆

**RAPPORT FINAL DU
PROJET
DIAGNOSTIC
TERRITORIAL
PARTICIPATIF
INTEGRANT LE GENRE
(DTPG)**



Réseau international d'experts-es en genre, solidarité internationale,
développement territorial et durable, recherche-action





SAMWAKI



DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTICIPATIF INTEGRANT LE GENRE (DTPG) SUD-KIVU - RDC RAPPORT FINAL DU PROJET DTPG

RAPPEL SUCCINCT DU PROJET:

En République Démocratique du Congo (RDC), les femmes jouent un rôle de premier rang pour la survie de ménages, même si leur situation s'est détériorée avec les récentes guerres. Principales productrices d'aliments, les femmes rurales du Sud-Kivu sont confrontées au double problème d'accès aux ressources et à des formations pour améliorer leurs productions, leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

Concernant leur situation, différentes formes de marginalisation et d'exclusions les empêchent de jouer pleinement leur rôle d'actrices du développement. Leur dépendance à l'égard de l'homme représente souvent la base des violences conjugales, mariages précoces et autres formes de violences physique et psychologiques. Les femmes sont toujours les premières victimes des guerres qui ensanglantent la région : les violences à leur égard sont considérées comme une véritable arme de guerre (viols, mutilations, etc.), ce qui font d'elles les cibles privilégiées des milices et autres groupes armés.

Le Diagnostic Territorial Participatif intégrant le genre (DTPG) réalisé par SAMWAKI et Aster-International, avec l'appui de Katouka¹ sur les territoires d'Idjwi et Walungu (Sud-Kivu), doit permettre d'analyser les causes des inégalités de genre et les possibilités d'émancipation pour les femmes : faire émerger les blocages qui empêchent les femmes d'accéder à un rôle social reconnu et valorisé, et à en trouver les mesures correctives, en concertation avec les hommes. Inspiré de la méthode du DTPG réalisé avec RADEV² en 2007, le DTPG réalisé au Sud-Kivu doit permettre d'évaluer la faisabilité de la création d'une Maison des femmes en l'ajustant aux réalités locales pour en optimiser les résultats. Des Maisons des Femmes ont été mises en place au Sénégal, et une Maison des Femmes et de l'égalité s'ouvre actuellement au Maroc.

¹ Cabinet de consultants-es.

² Réseau des associations de développement, membre d'Aster-International.

SOMMAIRE

Liste des abréviations.....	5
1 Origine du projet.....	6
2 Présentation des territoires.....	7
2.1 Eléments communs des deux territoires.....	7
2.1.1 Situation administrative et politique.....	7
2.1.2 Caractéristiques socioculturelles.....	9
2.2 Particularités de Walungu et Idjwi.....	12
2.2.1 Situation géographique.....	12
2.2.2 Impacts des conflits armés.....	12
2.2.3 Caractéristiques socioculturelles.....	12
2.3 Situation du conflit dans les deux territoires.....	13
3 Méthodologie.....	15
3.1 Présentation du diagnostic territorial participatif intégrant le genre.....	15
3.1.1 Croisement de trois approches.....	15
3.1.2 Mise en œuvre des cinq principes clefs.....	16
3.2 Elaboration du processus DTPG.....	17
La demande du territoire.....	17
4 Déroulement des étapes du diagnostic.....	18
4.1 Etape 1 : Mise en place des structures de coordination et de suivi au niveau local.....	18
4.2 Etape 2 : Restitution et enquête exploratoire.....	19
4.2.1 Restitution de la formation aux COPIL locaux.....	19
4.2.2 Restitution aux populations concernées.....	19
4.2.3 Enquêtes exploratoires.....	19
4.3 Etape 3 : axes d'analyse et méthodes d'enquête.....	20
4.3.1 Choix des axes: analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).....	20
4.3.2 Choix des méthodes d'enquêtes.....	20
4.3.3 Elaboration des outils.....	21
4.3.4 Planification des enquêtes et répartition des tâches.....	21

4.3.5	Outils d'entretiens et questionnaires	22
4.4	Etape 4: Traitement, analyse et interpretation des données	23
4.4.1	Méthodes et outils de traitement et d'analyse	23
4.4.2	Etapas pour démarrer le traitement :	24
4.4.3	Analyse des données du terrain.....	25
4.5	Etape 5 : Forums de restitutions auprès des populations concernées	26
4.5.1	Contenus	27
4.5.2	Déroulement d'une séance de restitution :	28
4.6	Etape 6 : Evaluation et capitalisation	29
4.6.1	Difficultés rencontrées: méthodologie.....	29
4.6.2	Difficultés rencontrées: logistique	29
5	Résultats du DTPG	30
5.1	Analyse des Résultat du territoire Walungu	30
5.2	Analyse des Résultat du territoire d'Idjwi	54
5.3	Etude comparative des deux territoires	72
6	Préfiguration d'une Maison des Femmes	73
6.1.1	Présentation du concept de la maison des femmes selon Aster-International	73
7	Conclusion	76
Annexes du rapport DTPG		77
8	Analyse des Forces/Faiblesses/Opportunités/Menaces de chaque territoire	78
9	Guide d'entretien des focus groups	82
10	Guide d'entretien individuels	84
11	Outils de traitement des entretiens individuels	86

LISTE DES ABREVIATIONS

COFIL : Comité de pilote (général ou local)

DTPG : Diagnostic Territorial Participatif intégrant le genre

EIF : Entretiens individuels Femmes

EIH : Entretiens individuels Hommes

F3E : Fond pour la promotion des études préalables, des Etudes transversales et l'Evaluation

RDC : République Démocratique du Congo

1 ORIGINE DU PROJET

En 2007, un Diagnostic Participatif intégrant le Genre (DTPG) a été réalisé dans la région de Larache au nord du Maroc par Aster-international et le réseau RADEV (Réseau des Associations de Développement), membre d'Aster-International depuis 2006. Suite à cette expérience, qui a donné lieu à la publication d'un guide³ et suite à la création de trois Maisons des femmes dans des douars enclavés d'une zone de destruction du cannabis, l'association SAMWAKI (Sauti ya Mwanamke Kijijini : Femme rurale, Information et Communication pour le développement), basée en RDC et membre du réseau Aster-International depuis 2008, a sollicité la réalisation d'un DTPG sur son propre territoire, dans l'optique de mettre en place une Maison des Femmes.

Une Maison des Femmes et de l'égalité, est un lieu-ressources : lieu de rencontre, d'information, de formation et d'accompagnement des initiatives pour les femmes d'une zone donnée. Expérience déjà menée dans plusieurs villes de France (Montreuil ou Echirolles par exemple), le concept a été adapté afin de pouvoir être transposé dans des contextes différents. Aster-International a participé à la mise en place de Maisons des Femmes et de l'égalité au Sénégal en 2005 et au Maroc en 2012 à la suite du DTPG. Pour fonctionner et remplir sa mission, une Maison des femmes doit être complètement intégrée dans le tissu social local. Le DTPG est donc une étape préalable essentielle à toute implantation d'une Maison des Femmes et de l'égalité car en analysant les besoins demandes du terrain, il permet d'adapter au mieux la Maison des Femmes au territoire sur lequel elle sera implantée.

Le projet de DTPG a été accepté par le F3E⁴, dans le cadre de ses études préalables à la réalisation de projets pour être mené en République Démocratique du Congo à Wulungu et Idjwi, dans la région du Sud-Kivu.

Une mission d'étude au Maroc a été réalisée par la coordinatrice de SAMWAKI en octobre 2010. Cette mission a été l'occasion de rencontrer le partenaire marocain, RADEV qui, de 2007 à 2008 a conduit un diagnostic territorial participatif intégrant le genre dans trois communes de la province de Larache. Toutes les personnes impliquées dans ce diagnostic ont été formées et accompagnées par Aster-International. Les résultats du diagnostic ont présentés des axes prioritaires de développement ainsi que la création d'une Maison des femmes et de l'égalité dans chacune des trois communes.

La rencontre avec les coordinateurs du DTPG, les actrices et acteurs locaux d'une des communes ont donné l'occasion à SAMWAKI, via sa coordinatrice de s'approprier la démarche avec un regard croisé entre les réalités marocaines et les réalités des deux sites concernés par le DTPG, dans le Sud Kivu.

Un DTPG s'inscrit dans une démarche d'*empowerment* individuel et collectif des populations locales, notamment des femmes, et veut que le processus du diagnostic soit aussi important que les résultats. La coordinatrice de SAMWAKI et la cheffe de projet d'Aster-International ont travaillé ensemble afin de reprendre les objectifs et les différentes étapes du DTPG, vus au regard du contexte du Sud-Kivu, afin de les adapter et de commencer la planification des différentes étapes.

Le présent document se propose de synthétiser la méthode et le déroulement du DTPG sur les territoires de Walungu et Idjwi au Sud-Kivu en RDC.

³ Le *Diagnostic Territorial Participatif intégrant le Genre (DTPG)*, réalisé par Aster-international et RADEV, en partenariat avec le Conseil Régional Picardie et la Solidarité Cistercienne ASBL, décembre 2007.

⁴ Voir site du Fond pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations F3E :

2 PRESENTATION DES TERRITOIRES

Cette partie a été alimentée par SAMWAKI à partir des données recueillies sur le terrain.

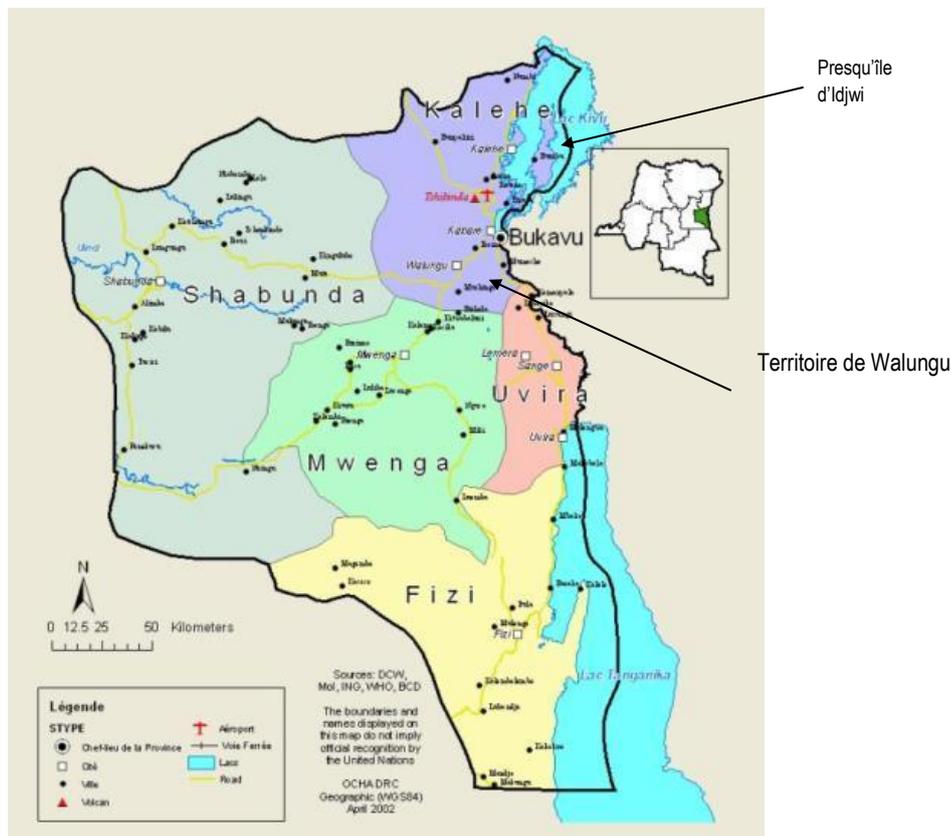


Figure 1: Carte du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC) (source : populationDATA.net)

2.1 ÉLÉMENTS COMMUNS DES DEUX TERRITOIRES

2.1.1 Situation administrative et politique

Le territoire de Walungu est une entité territoriale décentralisée subdivisée en deux collectivités chefferies à savoir la chefferie de Ngweshe et celle de Kaziba. Un chef lieu identifie chacune des deux collectivités. Chacune de ces collectivités-chefferies est divisée en une quinzaine de groupements, et chaque groupement est divisé en localités ou villages.

De la même manière, le territoire décentralisé d'Idjwi est subdivisé en deux collectivités, Rubenga et Ntambuka. Moins étendu que Walungu, les deux collectivités d'Idjwi, sont divisées chacune en trois groupements.

Les territoires de Walungu et Idjwi sont dirigés chacun par un Administrateur du Territoire et deux Administrateurs du Territoire Assistants (l'un chargé des finances et l'autre de l'Administration). Ces postes

émanent du gouvernement central de la République Démocratique du Congo. L'administration officielle est divisée en une quinzaine de services qui travaillent sur différents secteurs :

1. La Direction générale des impôts
2. La Direction Générale des Recouvrement des recettes domaniales
3. Le service de l'Economie Nationale,
4. L'environnement
5. Femme et Famille,
6. Affaires Sociales,
7. Agriculture, Pêche et Elevage,
8. Développement Rural,
9. Affaires Foncières,
10. Cadastre,
11. Culture et Arts,
12. Mines et Géologie
13. Transports et Communication,
14. Tourisme,
15. Petite, Moyenne Entreprise et Artisanat.

Les services publics sur le territoire sont généralement peu actifs en raison du manque de moyens mis à leur disposition. Les actions publiques dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'éducation, la sécurité alimentaire, ou la protection de l'environnement etc. sont peu visibles, leurs agents peu ou pas formés et peu rémunérés.

Parallèlement aux autorités administratives, existent les autorités coutumières. Ainsi à la tête de chaque collectivité, on compte un chef de collectivité communément appelé Mwami (roi). Celui-ci est le garant de la coutume et la succession à la tête de la collectivité se fait de père en fils. Bien que travaillant avec l'autorité administrative, les chefs coutumiers ont une certaine indépendance vis-à-vis d'elle. A la tête de chaque groupement, il y a un chef de groupement souvent directement ou indirectement issu de la famille royale. Chaque groupement est formé de plusieurs villages avec à sa tête un chef du village nommé et révoqué par le chef de groupement après avis du chef de collectivité.

Organisation judiciaire

Il n'existe pas de Parquet de Grande Instance sur les territoires d'Idjwi et Walungu. Seules, les juridictions coutumières y sont très actives à différents niveaux (la collectivité, le groupement et dans le village). Pour Walungu le Parquet le plus proche est situé dans le territoire voisin de Kabare à Kavumu. Il faut une journée, voire deux de marche à pied pour y arriver. Quant à Idjwi, le Parquet le plus proche est situé à Bukavu. Il faut préparer les frais de transport par bateau et les frais de séjour à Bukavu pour accéder à cette juridiction.

Environnement politique

Sur le plan politique, les populations de Walungu et d'Idjwi ont participé aux élections démocratiques de 2006 et 2011. Malgré la sensibilisation des organisations de la société civile au sujet du choix d'un candidat ou d'une candidate, la plupart des élus de ces territoires viennent des centres urbains et ne viennent dans les villes secondaires que pour faire campagne. Une fois élus, ceux-ci rejoignent les institutions nationales ou provinciales et ne reviennent que rarement pour rencontrer la population et rendre compte de l'exercice du mandat qui leur est confié. Les élus de Walungu et Idjwi sont uniquement des hommes.

2.1.2 Caractéristiques socioculturelles

Structure de la société

D'une manière générale la société se structure autour de la tribu. Chaque tribu est liée à sa terre. Le peuple se retrouve donc autour de son chef traditionnel qui est le garant de l'unité et de la coutume. Vient ensuite la famille proche et la famille étendue. La famille joue un rôle économique en tant qu'unité de production et de consommation, mais aussi un rôle social car c'est en son sein que s'expriment les rapports sociaux et l'éducation des enfants. La base de son organisation sociale est la force de la loi de la fraternité clanique. Ainsi au delà de la famille étendue, on compte le clan comprenant les familles ayant un ancêtre commun. L'unité du clan n'est pas seulement une unité économique et résidentielle comme la famille mais une forte solidarité entre les membres.

L'organisation économique est centrée autour de la terre. Ainsi, le chef est propriétaire, les notables ont leurs terres où ils logent des sujets et les paysans qui exploitent ces terres. Les terres fertiles du Mont Mitumba et celles des centres de négoce longeant la route principale N° 2 qui relie Bukavu au territoire de Mwenga et à la Province voisine du Maniema attirent ces derniers la convoitise des riches et des intellectuels domiciliés en ville qui y délogent progressivement les paysans exploitants agricoles.

Groupes vulnérables

Plusieurs catégories de populations du territoire constituent des groupes vulnérables. Généralement stigmatisés par la société, ils sont victimes de violences et de maltraitance, n'ont pas ou peu accès aux soins de santé primaires, ni à des sources de revenus stables.

- Enfants abandonnés/enfants de la rue
- Enfants associés aux Forces et aux Groupes Armés
- Enfants et adultes handicapés
- Enfants en conflits avec la loi
- Femmes et filles en situation difficile, mères adolescentes ayant la charge d'au moins 2 enfants
- Veuves ayant la charge de plusieurs enfants de moins de 18 ans
- Les personnes déplacées
- Personnes atteintes du VIH/SIDA
- Personnes de 3ème âge en rupture totale avec leurs familles/ vieillards déplacés et non accompagnés ou en rupture totale avec leurs familles

Approche genre

Au Sud-Kivu en général et dans les territoires de Walungu et d'Idjwi, le concept Genre commence à peine à faire son apparition. La tradition et les coutumes sont très enracinées et constituent un frein à la promotion du de l'égalité femmes-hommes. La grande majorité de la population (les femmes y comprises), craignent que le

genre puisse conduire à l'éveil de conscience des femmes et surtout à leur révolte vis-à-vis des hommes. Les femmes sont considérées essentiellement comme des instruments de production et de reproduction. Une enquête a révélé que les femmes se sentent sans pouvoir et estiment qu'elles ne peuvent exprimer librement leurs sentiments. Néanmoins, grâce aux activités menées par certaines associations de la société civile, les mœurs commencent à changer. Certaines femmes du Sud-Kivu commencent petit à petit à prendre conscience des emprises coutumières et souhaitent s'occuper d'autres aspects de la vie que les tâches qui leur sont traditionnellement dévolues (soins du foyer et des enfants).

Les femmes de Walungu et d'Idjwi subissent plusieurs types de discriminations basées sur le sexe, en dépit de petites améliorations résultant des campagnes de sensibilisation à l'approche genre, menées par quelques organisations de développement sur ce territoire. Ces pratiques discriminatoires sont souvent entretenues par le concours des facteurs de socialisation dont la coutume fait partie. Par exemple, le système patriarcal accorde le droit successoral et d'héritage aux hommes. Les femmes et les filles n'ont pas les mêmes droits à l'éducation que les jeunes garçons.

Le droit des filles à l'éducation est limité, il est aggravé par les mariages précoces et ne permet pas aux femmes de Walungu et d'Idjwi d'accéder à des fonctions et des responsabilités à différents niveaux. Dans la Chefferie de Ngweshe (Walungu) par exemple, sur 16 groupements, un seul est dirigé par une femme (de la famille royale). A Kaziba comme à Ngweshe aucune localité ou village n'est dirigé par une femme, la notion de chef étant liée étroitement au sexe masculin.

Malgré leur rôle indéniable dans la survie de la majorité de la population, les femmes sont confrontées à de nombreux problèmes d'accès et de contrôle des ressources et des facteurs de productions. Leurs secteurs d'activités sont principalement concentrés dans l'agriculture (70 % dans l'agriculture traditionnelle et 60 % dans le secteur informel).

Dans le secteur du petit commerce, elles sont massivement représentées, mais elles ne peuvent pas accéder au crédit à cause des garanties généralement exigées. Les coûts élevés des transactions, les règles de remboursement et la pratique de la corruption découragent les femmes. A cela il faut ajouter la nécessité de l'autorisation de l'époux qui constitue une contrainte supplémentaire.

Régime foncier

Dans le territoire de Walungu et d'Idjwi tout comme dans toute la région, la terre appartient en principe aux Mwami (le titre de Mwami est attribué aux chefs traditionnels du Sud-Kivu)⁵ et à leur clan, ceux-ci accèdent aux terres par héritage. Les autres personnes acquièrent le droit d'exploitation et de jouissance des terres grâce à 3 principaux types de contrats : le Bwasa, le Kalinzi et le Bugule.

Le Bwasa est un contrat de location à courte durée et renouvelable chaque année moyennant un paiement ne dépassant pas une chèvre. Ce type de contrat ne favorise pas le développement agricole, car le locataire qui sait qu'il peut perdre son droit d'exploitation à n'importe quel moment ne se soucie pas de faire des travaux qui impliquent des investissements coûteux mais rentables à long terme comme la mise en place de dispositifs antiérosifs et l'enrichissement des sols par des engrais.

Le Kalinzi est un contrat de location à longue durée négocié moyennant paiement d'une ou plusieurs vaches. Toutefois le « kalinzi » n'est pas un achat, car celui qui donne le kalinzi se fait entrer dans une relation d'assujettissement envers le récipiendaire. Dans la hiérarchie sociale, celui qui donne la vache de kalinzi

⁵ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Mwami>

Code de champ modifié

devient sujet de la personne qui la reçoit. Il lui doit reconnaissance, soumission et contributions minimum en cas de mariage, deuil, construction et tout autre événement intervenant dans sa famille.

Si le bénéficiaire d'un contrat de kalinzi se montre ingrat et insoumis envers son chef hiérarchique, ce dernier peut lui reprendre son champ. Mais ce sont des cas qui arrivent rarement. En général, le kalinzi est héréditaire avec toutes ses implications.

Le Bugule est un contrat moderne. C'est une vente pure et simple. Celui qui vend sa terre renonce définitivement à tout droit sur celle-ci. Il délivre un document écrit stipulant clairement à qui il a vendu une terre et il n'y a pas de relations sujet-chef entre les deux.

Ce genre de contrat est plus libérateur que les deux précédents. Les contrats kalinzi et surtout bugule sont propices au développement agricole, car leurs bénéficiaires peuvent consentir des investissements coûteux rentables à long terme. Ils peuvent même y cultiver des bananiers et autres plantes pérennes, spéculations auxquelles les bénéficiaires des bwasa ne peuvent se livrer.

L'ignorance de la loi foncière et l'absence de sa vulgarisation auprès des populations, la complexité procédurale de sécurisation foncière, les pesanteurs des considérations sociales et culturelles, la pauvreté, la pénétration de l'agriculture capitaliste et du pouvoir de l'Etat dans le monde rural etc. sont autant de facteurs qui amplifient l'insécurité et précarisent la vie du paysan de Walungu dont la source de production est menacée.

Facteurs défavorables au développement

Sur le plan politique

- Tribalisme, népotisme,
- Faiblesse de l'Etat et des Institutions politiques et juridiques ;
- Présence de nombreux groupes armés souvent incontrôlés et semant la terreur ;
- Guerres à répétition, troubles et insécurité surtout dans les villages enclavés

Sur le plan économique

- Prédominance de l'esprit d'attentisme : tendance à tout attendre des associations humanitaires;
- Enclavement des villages à la suite de l'insécurité et de la dégradation des infrastructures de transports et de communication ;
- Destruction du tissu économique et des infrastructures économiques ;
- Aggravation de la pauvreté.

Sur le plan social

- Inadéquation de la formation scolaire et universitaire avec les besoins réels des milieux où ils évoluent.
- Abandon scolaire et déscolarisation des enfants au profit de la rue
- Exode rural et déplacement massif des populations
- Chômage des filles et garçons ayant terminé leur cursus scolaire
- Prolifération des sectes religieuses
- Résurgence de la violence surtout envers les femmes
- Corruption
- Destruction de l'environnement et déforestation
- Aggravation de la pauvreté par la destruction des actifs des ménages (villages détruits ou incendiés, champs dévastés, cheptels pillés...)

2.2 PARTICULARITES DE WALUNGU ET IDJWI

2.2.1 Situation géographique

Le territoire de Walungu d'une superficie de 1 800 km², est l'un de huit territoires ruraux que compte la province du Sud-Kivu. Il est délimité au Nord par le territoire de Kabare au Sud par les territoires de Shabunda et Mwenga, à l'Est par le territoire d'Uvira et la République Rwandaise, à l'Ouest par le territoire de Kabare et Shabunda.

Avec sa situation au centre de la province de Sud-Kivu, le territoire de Walungu jouit d'un climat de montagne aux températures douces où la saison sèche dure 3 à 4 mois de juin à septembre. Mis à part la rivière Ruzizi qui sépare le territoire de Walungu de la République du Rwanda, le territoire n'est traversé par aucune rivière et ne comprend pas de lac. Seuls de petits cours d'eau - Nkombo et Kadubo - irriguent territoire.

Le territoire d'Idjwi est l'un de huit territoires ruraux que compte la province du Sud-Kivu. C'est un territoire situé au milieu du Lac Kivu. Il s'étend sur une superficie est de 281 Km². Il est délimité au Nord par la province du Nord-Kivu au Sud par la ville de Bukavu, à l'Est par la République Rwandaise, à l'Ouest par le territoire de Kabare et Kalehe. Avec sa situation au centre du Lac Kivu, le territoire d'Idjwi jouit d'un climat de montagne aux températures douces.

2.2.2 Impacts des conflits armés

Le territoire de Walungu compte parmi les territoires de la province du Sud-Kivu durement affectés par les conflits armés. La présence des milices nationales et étrangères qui opèrent sur ce territoire sont à la base d'une insécurité quasi permanente en certains endroits et bloque les initiatives locales de développement. Des affrontements opposant les milices locales aux militaires ont entraîné des milliers de ménages et de villages à fuir leurs biens et se déplacer vers d'autres villages plus ou moins sécurisés. La situation humanitaire, à la fois des déplacées et de leurs familles d'accueil est préoccupante sur ce territoire où la pauvreté et la faim gagnent de plus en plus du terrain. Les femmes et les enfants constituent, parmi entre autres groupes vulnérables, une des catégories les plus touchées par les conflits armés en territoire de Walungu.

Le territoire d'Idjwi en revanche est le seul de la province à être épargné par les conflits armés. La présence de groupes armés n'y a jamais été signalée. Considéré ainsi comme terre sécurisée, le territoire subit indirectement les effets de la guerre qui secoue les autres territoires de la province. En effet, Idjwi est très sollicité par des personnes et des ménages en provenance des autres territoires et même d'autres provinces. Ce qui entraîne le surpeuplement de l'île et par conséquent la résurgence des conflits fonciers.

2.2.3 Caractéristiques socioculturelles

Statistiques démographiques : Idjwi

Population totale	Hommes	Femmes	Garçons	Filles
154 631	27 189	30 233	48 397	48 812

Statistiques démographiques : Walungu

Population totale	Hommes	Femmes	Garçons	Filles
456 660	103 959	120 998	107 074	124 629

En raison de sa superficie, Idjwi est beaucoup moins peuplé que Walungu.

Principaux groupes ethniques

Le territoire d'Idjwi est essentiellement peuplé par l'ethnie des Bahavu et en minorité par celle des Banyarwanda.

Le territoire de Walungu est essentiellement peuplé par l'ethnie des Bashi et en minorité par celle des Banyindu.

Régime alimentaire

Les aliments de base à Walungu sont composés des cultures vivrières exploitées sur une petite étendue dont le manioc, bananes, maïs, sorgho, haricots, légumes, soja, patate douce, pomme de terre, l'igname.

Les tubercules sont accompagnés par la viande, les légumes et surtout les légumineuses comme le haricot. Ces aliments sont importés pour la plupart des autres territoires de la province, Walungu n'étant pas capable de produire assez pour nourrir sa population.

A Idjwi, les aliments de base sont les mêmes qu'à Walungu mais comportent en plus du poisson et autres produits de la pêche. Le territoire d'Idjwi est grand producteur de bananes, de manioc, de sorgho et de fruits comme l'avocat, et approvisionne Bukavu, le Rwanda et la province du Nord Kivu.

2.3 SITUATION DU CONFLIT DANS LES DEUX TERRITOIRES

Walungu

Au Sud-Kivu, le territoire de Walungu sur lequel se déroule une partie du projet connaît d'importants problèmes de sécurité. Depuis le début du projet, plusieurs imprévus (problèmes de sécurité, de financements...) ont perturbé le déroulement du calendrier initialement prévu. En août 2012, des affrontements ont eu lieu sur le territoire de Walungu entre Raïya Mutomboki et les FARDC à Nzibira⁶, faisant 18 victimes, tuées à coups de machettes et par des coups de fusils. Parmi les 18 victimes, 9 faisaient partie de l'un des groupements où avait eu lieu les focus groupes du DTPG. Malgré cela, la population considère que Walungu est l'un des territoires les plus sûrs de la province du Sud-Kivu.

⁶ Source : OCHA, *Rapport Mensuel humanitaire Sud-Kivu R.D. Congo*, Août 2012.



Idjwi



Il n'y a pas de problème de sécurité majeur directement liés aux conflits à Idjwi, en raison de son histoire et de sa situation géographique. Cependant les difficultés restent importantes dans les communautés: grossesses précoces, crise de l'administration etc.

Aux dires de la population, les services de l'Etat sont peu actifs, et les gens cherchent par eux-mêmes des solutions. Ce type de problème concerne non seulement Idjwi, mais toute la RDC. Les habitants d'Idjwi s'inquiètent des migrations potentielles liées aux problèmes dans le Nord-Kivu et Sud-Kivu. Les populations cherchent à fuir, et potentiellement à s'installer à Idjwi. La population locale considère que l'île n'a pas les capacités d'accueillir ces déplacés. « *Dans un premier temps ces déplacés vont dans leurs familles et après ils voudront leur*

propre lopin de terre ». Les gens déplacés ne partent pas uniquement en raison du conflit, mais pour chercher des activités économiques, avoir de quoi manger et pouvoir sortir la nuit sans problème.

La population d'Idjwi considère qu'il est important de savoir qui sont les personnes qui se déplacent, également pour des raisons sécuritaires. Les déplacés peuvent être des membres de milices qui veulent fuir suite à leurs actions de violence. Lorsque ces membres de milices ont fait de graves exactions, ils sont obligés de fuir ailleurs.

3 METHODOLOGIE

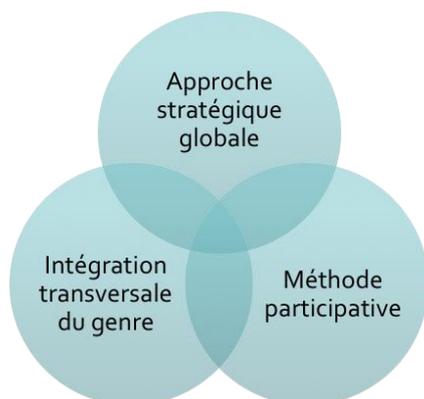
3.1 PRESENTATION DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTICIPATIF INTEGRANT LE GENRE

Un diagnostic territorial a pour objectif de réaliser l'état des lieux des forces, faiblesses, opportunités, menaces pour le développement local en intégrant l'approche de genre. Il peut être réalisé avec des méthodes participatives impliquant les acteurs et les actrices concernés dans toutes les étapes du diagnostic.

Cette méthodologie de recherche-action participative intégrant le genre, issue de la réflexion et de la pratique d'Aster avec ses partenaires du Sud, d'Europe et du Québec, propose un croisement de trois approches qui interagissent en renforçant leurs dynamiques propres.

La méthodologie du DTPG s'est appuyée sur trois approches (stratégie globale, genre et méthode participatives), et cinq principes clés se déroulant en six étapes de réalisation. Le schéma ci-dessous montre comment les trois approches (stratégie globale, genre et méthode participatives) sont liées dans la réalisation d'un DTPG.

Croisement de 3 approches dans un DTPG



3.1.1 Croisement de trois approches

▪ Diagnostic territorial dans une approche stratégique globale

Le diagnostic est un état des lieux des réalités locales. Il doit orienter le développement local autour de finalités et d'enjeux stratégiques inscrits dans un projet de développement global. Il permet à la fois de confirmer des constats déjà existants et de faire émerger de nouvelles problématiques propres à un territoire et à un temps donnés.

▪ Méthode participative

Une démarche participative permet aux acteurs et actrices du diagnostic une confrontation de leurs aspirations et valeurs pour trouver des objectifs et orientations partagés. Par cette participation des populations peuvent prendre du temps pour se représenter la situation actuelle et celle qui serait souhaitable. L'état des lieux fait

ainsi l'objet d'une analyse pour aboutir à des propositions de pistes d'orientation pour l'élaboration de plans locaux de développement. Le diagnostic devient lui-même un moment d'animation, prélude aux dynamiques de développement local.

- **Intégration transversale du genre**

L'approche « genre » prend en compte les rôles et rapports sociaux entre les femmes et les hommes, en vue de réduire les inégalités et de favoriser l'autonomie des femmes. Le diagnostic associe les femmes et les hommes dès la constitution des équipes locales d'animation du diagnostic qui, de bout en bout, vont s'assurer de la prise en compte égale du point de vue des femmes et des hommes.

3.1.2 *Mise en œuvre des cinq principes clefs*

Avant de commencer à élaborer les outils du diagnostic et développer des méthodes de travail, quelques principes clés du travail à réaliser doivent être précisés.

- **La méthode est globale**

Tout d'abord, la **méthode est globale** c'est-à-dire qu'elle doit croiser les trois approches présentées ci-dessus et qu'elle devra prendre en compte tous les secteurs du diagnostic. Par ailleurs, elle prend aussi en compte, à la fois les éléments quantitatifs de diagnostic et tout ce qui peut définir le niveau de qualité de ce qui existe sur chaque territoire.

- **La méthode est opérationnelle**

Le diagnostic n'est pas une monographie, il doit produire un document de débat pour le territoire, synthétique, visuel et accessible. L'équipe de diagnostic devra ensuite traduire les résultats du diagnostic en actions opérationnelles.

- **La méthode est participative**

Elle vise à associer, informer, mobiliser le maximum d'acteurs locaux, à chacun des moments forts du diagnostic :

- La consultation,
- La restitution,
- La confrontation,
- La mise en œuvre.

- **La méthode est dynamique**

Elle permettra aux acteurs de confronter régulièrement les évolutions de leur territoire aux choix stratégiques et d'engager une dynamique de projet (observer agir / agir observer).

- **La méthode est rythmée**

Elle articule les différents temps :

- Les initiatives locales,
- La logique d'acteurs,
- La contractualisation.

3.2 ELABORATION DU PROCESSUS DTPG

Une association ou une structure souhaitant agir dans un territoire peut entreprendre un diagnostic afin de mieux connaître et comprendre les dynamiques de ce territoire. Afin de bien cibler ce travail, il est important d'identifier les thématiques, axes, finalités du diagnostic sur lesquels devra porter le projet. Puis, il sera nécessaire de planifier la réalisation du projet. Cette phase préliminaire fera l'objet d'un document de termes de référence pour le DTPG.

La demande du territoire

Pour l'association SAMWAKI, plusieurs points ont motivé la demande d'étude préalable, concernant le développement local au Sud-Kivu, l'émancipation des femmes et le partenariat entre Aster-International et SAMWAKI.

Développement local du Sud-Kivu :

***Ouvrir des pistes de développement local.**

Dans une optique de bénéfice collectif, le diagnostic servira à fournir des recommandations aux projets de développement local, qu'il pourra orienter vers les besoins les plus urgents. Au Maroc, le DTPG avait permis d'initier le projet de création de trois Maisons des femmes et de l'égalité, mais a aussi ouvert la voie à des chantiers d'infrastructures concernant l'accès à l'eau et l'amélioration des axes de communications.

***Servir de référence aux autres projets de développement local :** le DTPG doit servir à tous. Sa méthodologie pourra servir de modèle de référence à d'autres projets de développement local.

***Mobiliser les populations autour du développement local et du projet de Maison des femmes :** Le diagnostic va permettre de mobiliser les populations, de les informer du projet futur et d'identifier les personnes les plus impliquées afin de les intégrer au futur projet.

Emancipation des femmes du Sud-Kivu :

***Analyser les possibilités d'émancipation pour les femmes.** L'analyse vise à faire émerger les blocages qui empêchent les femmes d'accéder à un rôle social reconnu et valorisé, et à en trouver les mesures correctives.

***Interroger le projet initial de Maison des femmes :** Il a pour finalité de préparer au mieux le projet possible de Maison des femmes, en permettant de l'ajuster aux réalités locales, afin d'optimiser ses résultats.

Partenariat entre Aster-International et SAMWAKI :

***Mieux connaître le terrain et les populations :** La réalisation d'un diagnostic territorial participatif au Sud-Kivu a pour objectif d'approfondir la connaissance qu'ont les deux partenaires du territoire concerné, afin de garantir la réussite des futurs projets.

4 DEROULEMENT DES ETAPES DU DIAGNOSTIC

4.1 ETAPE 1 : MISE EN PLACE DES STRUCTURES DE COORDINATION ET DE SUIVI AU NIVEAU LOCAL.

En amont du projet, l'équipe de SAMWAKI a réalisé un certain nombre de démarches:

- Sélectionner des enquêteurs et enquêtrices,
- Initier aux sensibilisations et informations auprès des personnes clés des 2 territoires
- Collecter de documents existants pour effectuer un état des lieux qui pourra permettre de mieux cerner les axes du diagnostic.
- Faire une première analyse des forces/faiblesses/opportunités/menaces, avec les futur-e-s membres du comité de pilotage général
- Organiser le premier atelier-séminaire de début 2011.

Pour permettre ensuite le démarrage du DTPG, l'étape suivante a consisté à définir les organes de coordination et de mise en œuvre du projet. Les premiers contacts de la coordinatrice du projet de SAMWAKI avec Aster-International lors d'un séminaire au Maroc avec RADEV⁷, ont permis de planifier le déroulement des opérations et de mettre en place un comité de pilotage et de définir les rôles de chaque structure.

Une **commission de partenariat** a été mise en place entre SAMWAKI et Aster-International. Outre le rôle de structure d'accompagnement, le rôle d'Aster-International a été défini de façon à être plus politique, dans le but de garantir une vision globale du projet, tournée vers l'objectif de la création de la Maison des femmes.

Le **comité de pilotage général** (COPIL) a eu plus un rôle opérationnel de mise en œuvre du projet, du suivi de l'avancée du DTPG et de toutes les questions de logistiques et de relations avec les actrices et les acteurs locaux et les populations. Ce comité de pilotage général était composé :

- des 3 enquêteurs et enquêtrices et de la coordinatrice pour chaque territoire
- de la coordinatrice du projet au niveau de SAMWAKI
- de la cheffe de projet d'Aster-international (Consultante Katouka)

Enfin, chaque territoire a été doté d'un **comité de pilotage local** composé des 3 enquêteurs et enquêtrices et d'une coordinatrice locale, ainsi que de 3 à 5 adjoint-e-s des enquêtrices. Les enquêteurs et enquêtrices ont été identifiés parmi les membres des clubs d'écoute, projet conduit par SAMWAKI.

1^{er} atelier de formation des enquêteurs et enquêtrices

Les membres du comité de pilotage, composé des enquêteurs et enquêtrices des deux sites, de la coordinatrice générale, des 2 coordinateurs ou coordinatrices locales et d'Aster-International⁸, se sont regroupés à Walungu en mars 2011 pour le premier atelier-séminaire du projet. Les objectifs de cette première mission sur le terrain pour Aster-International a étaient de :

- **Présenter le processus et les enjeux du DTPG** en fonction des deux territoires concernés par le projet : Walungu et Idjwi
- **Permettre une appropriation du processus du DTPG** par les membres du comité de pilotage.

⁷ Structure ayant déjà réalisé un diagnostic au Maroc en 2007, voir introduction p.5-7.

⁸ Mission assurée par Jocelyne Gendrin-Guinebault du Cabinet Katouka, cheffe projet pour Aster-International.

- **Analyser les documents existants collectés** afin d'effectuer un premier état des lieux pour mieux cerner les axes prioritaires du diagnostic. Il faudrait plus haut un rappel de la phrase préliminaire, préparatoire, l'amont
- **Identifier et analyser les forces/faiblesses/opportunités/menaces des deux territoires**, afin de déterminer les axes prioritaires du DTPG.
- **Former** les participant-e-s à
 - l'approche de genre dans les projets de développement
 - les principes des méthodes participatives, inspirées de la recherche-action, dans un diagnostic
 - la dynamique de revitalisation d'un territoire pour un développement local, durable et équitable.
- **Initier la démarche participative du DTPG**,
 - Définition des objectifs du DTPG et de ses enjeux
 - Etapes de l'enquête approfondie
 - Choix des méthodes et création des outils d'enquêtes
- **Elaborer un plan de travail** pour le comité de pilotage général et les 2 comités de pilotage locaux, intégrant la planification des sessions de sensibilisation et d'information auprès des populations.

Un réel appui-conseil et accompagnement à distance par des échanges réguliers par mail et par téléphone a été développé entre Aster-International et SAMWAKI. Les deux missions *in situ* (trois originellement prévues) se sont concentrées sur la formation, la mise en œuvre étape par étape du DTPG, et l'organisation du travail d'enquête approfondie. Le travail de suivi comme la validation des guides d'entretiens, ou le déroulement des restitutions s'est fait à distance.

4.2 ETAPE 2 : RESTITUTION ET ENQUETE EXPLORATOIRE

4.2.1 *Restitution de la formation aux COPIL locaux*

Cette étape vise à faire circuler l'information, mais permet également aux membres des COPILS locaux de s'assurer qu'ils ont bien compris le processus du diagnostic. Etant au plus près du terrain, les membres de ces COPILS ont sélectionné les méthodes d'enquête, les outils et élaboré une première version des guides d'entretiens, amendés ensuite par le COPIL général puis validés par Aster

4.2.2 *Restitution aux populations concernées*

Un DTPG doit mobiliser toute la population concernée et il est important pour cela qu'elle en comprenne les enjeux. Les séances de restitution publique ont eu lieu dans les différents territoires concernés.

La première analyse FFOM⁹ réalisée par les COPILs général et locaux lors du premier atelier-séminaire peut à ce stade être présentée aux populations locales lors de causeries-débats dans le but d'enrichir l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du territoire. Le manque de références quantitatives fait que les informations données dans le tableau sont essentiellement des estimations. Leur discussion avec la population permet ainsi de réduire les erreurs d'appréciation.

4.2.3 *Enquêtes exploratoires*

Lors du premier atelier-séminaire, les membres du COPIL ont été amenés à identifier les éléments de leur territoire qui serviront à réaliser l'enquête. Les thématiques jugées importantes pour le diagnostic ont été répertoriées afin de permettre l'élaboration de guides d'entretiens : la structure des communautés et de la famille, l'économie, la condition des femmes, les infrastructures, les pratiques culturelles etc.

⁹ Voir le tableau récapitulatif dans les annexes

A partir de ce travail, les COPILS locaux ont cherché à apporter un certain nombre d'informations, comme : qui sont les personnes qui composent le territoire ? Quel est le nombre de femmes, d'hommes, d'enfants dans chaque communauté et en moyenne dans chaque famille?

L'une des difficultés pour ce premier état des lieux est le manque de données statistiques existantes. Il a été demandé aux enquêteurs et enquêtrices de ne pas seulement recueillir des données quantitatives, mais de prêter attention aux rapports sociaux entre les uns et les autres (cohabitation entre différentes communautés, rapports de pouvoir etc.).

4.3 ÉTAPE 3 : AXES D'ANALYSE ET METHODES D'ENQUETE

4.3.1 *Choix des axes: analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces)*

Un travail d'analyse du territoire avait été réalisé sous forme de tableau en mars 2011, afin de mettre en lumière le potentiel de développement des zones concernées¹⁰. Ce travail a été repris et approfondi durant le second séminaire en fonction des enquêtes réalisées. Les enquêtes exploratoires ont également permis de collecter un certain nombre de données sur les territoires.

Les principaux écarts entre Idjwi et Walungu sont liés à des différences géographiques. Entourée du lac Kivu, Idjwi tire profit d'une bonne production alimentaire, tant agricole que d'élevage et exporte des marchandises. Walungu en revanche est un territoire beaucoup plus sec, et davantage soumis à des problèmes sécuritaires. La présence d'ONGs et d'associations renforce l'investissement des femmes dans la vie associative.

Bien que prenant des tournures différentes selon le contexte local, les difficultés rencontrées sont relativement similaires à Idjwi et Walungu : insécurité, manque d'infrastructures, manque d'éducation, corruption des dirigeants, confiscation des ressources, manque de débouchés économiques etc.

Ce travail d'identification des forces et faiblesses du territoire reste cependant subjectif en raison du manque de références quantitatives. Afin de mieux quantifier les phénomènes exprimés comme forces, faiblesse, opportunités et menaces, il a été conseillé de faire une restitution de ces travaux avec les autres membres du COPIL local afin d'approfondir chaque proposition et de multiplier les sources d'information. Ainsi, à défaut de disposer de sources d'informations quantitatives, les présupposés (intuitions, hypothèses) pourront être confirmés ou infirmés par les populations concernées.

4.3.2 *Choix des méthodes d'enquêtes*

Lors du premier séminaire, une séquence de formation avait été faite sur les méthodes d'enquête pouvant être sélectionnées pour un DTPG. Chaque COPIL local a choisi les méthodes du focus groups et de l'entretien individuel. A l'origine, il avait été souhaité de recueillir plus d'informations dans les focus groups que dans les entretiens individuels. Au final, chaque COPIL a privilégié les entretiens individuels, ce qui a entraîné dans la phase de traitement et d'analyse beaucoup plus de travail et de temps. Ce choix a été fait par le COPIL général afin de disposer de données plus nombreuses et jugées pertinentes car exprimées d'une façon individuelle, sans l'influence d'un groupe, comme c'est le risque possible des focus groups.

Les COPIL locaux ont participé à l'élaboration des outils (questionnaires pour les focus groups, guides d'entretiens individuels) en proposant des brouillons amendés par la suite par le COPIL général. Ces ébauches d'outils ont ensuite été validées par la cheffe de projet d'Aster-International. Le guide d'entretien individuel

¹⁰ Ce tableau figure en annexe.

comportait 12 questions ouvertes¹¹. Elaboré en français, les outils d'enquêtes ont été traduits ensuite en langues locales pour faciliter les entretiens.

4.3.3 *Elaboration des outils*

Lors du 1^{er} séminaire, un certain nombre d'axes prioritaires communs aux deux territoires avaient été définis. Les membres des COPIL sont repartis des axes prioritaires identifiés pour élaborer les questionnaires d'enquêtes des focus groups et individuels. Les thèmes retenus ont été :

- Scolarité et éducation des enfants
- Héritage des femmes et des hommes
- Sources et décisions de répartitions des revenus
- Connaissance des instances communales et leurs relations avec la population
- Rôles des femmes et des hommes dans la société
- Contribution des femmes et des hommes dans le développement
- Analyse de leur situation de vie
- Propositions pour des améliorations de vie

A partir des thématiques communes, les deux territoires, ont décidé de procéder différemment pour sélectionner les informations à recueillir auprès des populations.

A Walungu, le COPIL local a d'abord identifié les problèmes majeurs sur lesquels ils souhaitaient recueillir des informations et proposé des outils, retravaillés ensuite avec le COPIL général, puis validé.

Le COPIL local d'Idjwi en revanche a choisi de se baser sur des secteurs spécifiques de la société, afin de cibler les données recueillies. Ensuite, comme dans le territoire de Walungu, les outils d'enquêtes ont été élaborés et validés. Il est intéressant ici de souligner l'utilisation de deux approches, l'une par problématique et l'autre par thématique, pour chacun des COPILs locaux.

Les outils ont ensuite été validés par la cheffe de projet d'Aster-International, lors d'échanges par email et par téléphone.

Un appui à distance a été mis en place par Aster-International afin de conseiller et de valider les outils élaborés.

4.3.4 *Planification des enquêtes et répartition des tâches*

Lors du 1^{er} séminaire, une fiche présentant la démarche du DTPG avait été remise aux participants-es. Le contenu de cette fiche a été repris afin de détailler l'étape de la réalisation des enquêtes dans les deux territoires, et d'en analyser les enjeux.

La délimitation territoriale a été une première étape pour le déroulement de l'enquête. Chaque territoire a été découpé en 4 groupements afin de faciliter le travail des enquêteurs. Pour le territoire de Walungu, 4 groupements ont été retenus à savoir : Lurhala, Kamisimbi, Izege, Ikoma. Pour le territoire d'Idjwi : 4 groupements ont été retenus dont un subdivisé en deux, en raison de son étendue et de la diversité de sa population à savoir : Bugarula 1, Bugarula 2, Kihumba, Bunyakiri.

Avant de se rendre dans les zones définies pour les entretiens, chaque COPIL local a pris contact avec les autorités locales afin de pouvoir venir dans les villages et les communes rurales. Après avoir sélectionné les

¹¹ Voir questionnaire en annexe.

lieux où pourront s'effectuer les focus groupes et les entretiens individuels, les membres des COPIL ont commencé la sélection des femmes et des hommes qui pourraient être rencontrés et interviewés.

Les enquêtes exploratoires ont été réalisées sous la supervision de SAMWAKI en juillet, août et septembre 2012. Lors de leur mise en place, le choix du profil des enquêteurs et leur répartition sur le territoire a fait l'objet de plusieurs questionnements, notamment vis-à-vis de leur appartenance à la population interrogée, leur sexe etc. Des équipes de deux enquêteurs se sont réparties pour chaque groupement, le binôme étant mixte dans le cas d'Idjwi.

Cette phase fut plus longue que prévue, par le fait d'avoir privilégiés les entretiens individuels au lieu des focus groups. Le fait de la passation des entretiens en langue locale fut également très long pour la traduction des notes en français.

4.3.5 *Outils d'entretiens et questionnaires*

Une fois les guides d'entretiens individuels, les questionnaires des focus groups élaborés et la planification de l'enquête réalisée, les COPILs locaux ont pu démarrer les entretiens.

Focus groups : Sur chaque territoire, les focus group étaient composés de 10 personnes chacun, les groupes mixtes respectant une stricte parité (5 hommes et 5 femmes). Un soin particulier a été pris à ce que les personnes qui avaient été interviewées individuellement ne participent pas aux focus groups. Les enquêtes auprès des focus groups, ont eu lieu dans des écoles, une église, un centre de santé, les locaux d'associations locales ou chez le chef de secteur, lors de sessions de 40 minutes environ.

A Walungu, trois focus groups ont été suivis pour chacun des quatre groupements (Lurhala, Ikoma, Izege et Kamisimbi), répartis par catégorie : femmes de 30 à 50 ans, hommes de 30 à 50 ans, jeunes (groupe mixte de 18 à 29 ans). Pour les groupements de Lurhala et Ikoma, un focus group mixte a été ajouté. Au total 16 focus groups ont eu lieu, soit 160 personnes enquêtées dans les focus groups.

A Idjwi, trois focus groups ont été suivis pour chacun des quatre groupements (Bugarula 1 et 2, Kihumba et Bunyakiri) répartis par catégorie : femmes de 30 à 50 ans, hommes de 30 à 50 ans, jeunes (groupe mixte de 18 à 29 ans). Au total, 12 focus groups ont eu lieu, soit 120 personnes. Le binôme des enquêteurs étant mixte, les enquêteurs sont intervenus dans les focus groupes d'hommes et les enquêtrices dans les focus groups de femmes.

Entretiens individuels : Sur les deux territoires, les enquêteurs et enquêtrices se sont déplacés pour faire passer les entretiens individuels. Ceux-ci se sont déroulés aux champs, ou au domicile des personnes interrogées. La durée des entretiens individuels a été de 2 à 3 h. La durée des entretiens a été prévue en fonction du niveau d'éducation des enquêtés. Les langues locales étant essentiellement orales, les outils ont été élaborés en français, puis traduits afin de permettre de les administrer aux enquêtés-es.

Durée de l'enquête et des entretiens : A Walungu, la durée totale de l'enquête (entretiens individuels et focus groups) s'est étalée sur quatre semaines à partir du 6 mai 2012. Les deux premières semaines ont été consacrées au contact avec les autorités, puis les deux suivantes à la passation du questionnaire et à l'organisation des focus groups. Les focus groups ont été organisés en-même temps que les entretiens individuels en fonction des disponibilités de chacun.

A Idjwi, une période de contact avec les autorités s'est déroulée sur deux semaines, suivies immédiatement par la période d'enquête d'un mois (en mai 2012), les entretiens individuels ayant été réalisés avant ceux des focus groups.

4.4 ETAPE 4: TRAITEMENT, ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES

Du 20 au 23 août 2012, le second atelier-séminaire 2 s'est déroulé à Bukavu. Initialement prévu fin 2011, dans les territoires d'Idjwi et Walungu, une recrudescence des violences sur le territoire ont empêché le bon déroulement du programme et ont contraint les participants à se réunir à Bukavu.

Le séminaire 2 a été coordonné par Adeline Nsmire, (coordinatrice de SAMWAKI) en partenariat avec Aster par le biais d'un accompagnement à distance et d'échanges de documents. Les membres des COPILS général et locaux ont élaboré eux-mêmes les outils d'enquêtes, qui ont été revu par la cheffe de projet, et produit des fiches de capitalisation. Cela est une manière de vérifier que la méthodologie a été acquise.

La méthode étant participative, les objectifs de ce second séminaire avaient été finalisés avec les membres du comité de pilotage général lors du premier séminaire et validés par la commission de partenariat. Cette seconde mission d'Aster avait pour objectif de former les participant-e-s à :

- **Initier les participant-e-s aux méthodes et techniques de traitement et d'analyse de données d'enquête**
- Mettre à jours les informations recueillies lors du séminaire 1 **sur les forces/faiblesses/opportunités/menaces des deux territoires,**
- **Repérer les thématiques et les axes d'actions prioritaires** suite au DTPG.
- **Développer une approche de revitalisation des territoires et d'empowerment** collectif et individuel des femmes.
- **Concevoir et planifier les actions de restitutions du DTPG**
- **Elaborer un plan de travail** pour le comité de pilotage général et les 2 comités de pilotages locaux pour les prochaines semaines.
- **Conduire une réflexion** sur la configuration de Maison de femmes et les perspectives de mise en œuvre des préconisations d'action à la fin du DTPG.

4.4.1 Méthodes et outils de traitement et d'analyse

Dans la réalisation d'un DTPG, la phase d'analyse des données permet de mettre en lumière les représentations, les visions des personnes interviewées en fonction des questions du guide d'entretien, élaboré suite au premier séminaire de formation en mars 2011. Les questions du guide d'entretien permettaient de bien différencier les représentations des femmes sur leurs propres conditions de vie de ce qu'elles se représentent pour les hommes et vice et versa.

Pour effectuer cette première analyse des données issues du DTPG, il a fallu repartir du travail de traitement des données réalisé par les deux COPIL locaux avec l'appui de l'équipe de SAMWAKI et la formation d'Aster-International.

L'initiation aux techniques de traitement et d'analyse des données réalisée pendant le Séminaire 2 avait pour objectifs de faire comprendre ce qu'est le traitement des données recueillies lors des enquêtes sur le terrain, de permettre aux participants de maîtriser 2 à 3 méthodes de traitement de données pour permettre la phase d'analyse, pour enfin pouvoir être capable de présenter les résultats d'analyse de données du DTPG.

Ce module du séminaire s'est déroulé en deux temps : une première partie avec des apports théoriques et la posture de traitement d'analyse, puis une seconde partie de mise en pratique du traitement des données par

petits groupes puis en plénière, sur la base des fiches¹² réalisées pendant les focus groups et les entretiens. Pour chaque question du guide d'entretien individuel, un outil, une grille de traitement a été conçue afin de transcrire les réponses des hommes et des femmes par catégorie. Le traitement de tous les entretiens individuels a été réalisé par SAMWAKI sous forme de tableaux qui reprennent le modèle du traitement.

Le traitement par thématiques de réponses a été privilégié et les réponses ont été quantifiées. De même, il fut demandé que le traitement des données soit clairement identifié pour chaque territoire, en distinguant les hommes et les femmes. Pour avoir une meilleure connaissance de chaque territoire et une vision de ce que répondent les femmes et les hommes, dans un premier temps, il est important que le traitement soit bien différencié. C'est lors de la phase d'analyse des comparaisons entre les femmes et les hommes d'une part et entre les territoires d'autre part, sont possibles.

Les membres des COPILS général et locaux ont ainsi exposé le déroulement de la réalisation des enquêtes sur le terrain. L'identification des atouts ou des difficultés rencontrée lors de la passation des entretiens a été pour les enquêteurs et enquêtrices une première étape dans l'analyse de leurs pratiques. Cela leur a permis de dégager les acquis issus de cette expérience et de dégager les améliorations à faire pour un prochain projet similaire.

Le traitement des réponses s'est fait par territoire et par thématique dans un premier temps, puis quantifié. Pour faciliter l'étape de traitement des données, il avait été demandé que les réponses soient clairement classées pour les hommes et les femmes. Dans un premier temps, pour avoir une meilleure connaissance de chaque territoire et une vision de ce que répondent les femmes et les hommes, il est important que le traitement soit bien différencié. Lors de la phase d'analyse que nous pourrons faire des comparaisons entre les femmes et les hommes et entre les territoires.

4.4.2 Etapes pour démarrer le traitement :

1. Dans un premier temps, il faut numéroter les entretiens en groupant ceux des femmes et ceux des hommes du même groupement où l'enquête a eu lieu.
2. Pour le traitement des entretiens individuels dans le cadre du DTPG, il a été demandé de pratiquer un traitement horizontal, c'est-à-dire question par question. Les réponses à chaque question ont donc été classées quantitativement dans une grille : les types de réponses donnés par les femmes et par les hommes dans les entretiens individuels.
3. Puis prendre 8 entretiens individuels de femmes pour effectuer une lecture flottante afin d'en identifier les catégories, les thèmes des réponses émises. Pour repérer les thèmes, catégories de réponses, la méthode du mapping (MindMap) peut être utilisée. Cette étape dans l'analyse permet de voir quels sont les types d'arguments invoqués pour justifié les inégalités entre hommes et femmes par sexe.

¹² Voir en annexes.

4. Ensuite transcrire les catégories/thèmes dans un tableau récapitulatif
5. Effectuer les mêmes actions avec 8 entretiens individuels d'hommes. (Reprendre l'étape 3 et 4)
6. Ensuite utiliser le tableau récapitulatif de traitement pour effectuer le comptage des réponses, en lisant les prises de notes des réponses aux questions, pour repérer les unités de sens qui peuvent être classées selon les catégories/thèmes repérées grâce à la lecture flottante.
7. Si de nouveaux thèmes/catégories sont repéré, il faut ajouter une ligne au tableau récapitulatif.
8. Attention, tous les tableaux doivent commencer par la colonne des entretiens individuels Femme afin de faciliter la lecture et d'éviter les erreurs.

Pour la question 1 a par exemple, « *Selon vous, qui de l'homme ou de la femme s'occupe de l'éducation des enfants dans votre famille ? Justifiez votre réponse* », la grille d'analyse suivante a été élaborée :

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
a. Les femmes s'occupent de l'éducation des enfants		
b. Les hommes s'occupent de l'éducation des enfants		
c. Les deux s'occupent de l'éducation des enfants		

Raisons, arguments

Thèmes/catégories Des arguments	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes

Après le traitement de chaque question sous cette forme, un document présentant les résultats du diagnostic a été rédigé.

4.4.3 *Analyse des données du terrain*

Les données recueillies ont été transmises sous forme de tableaux à Aster-International afin de pouvoir procéder à l'analyse des données. Ce travail a été réalisé par Aster-International à partir des données récoltées par les équipes locales. Le CIEDEL offre une lecture critique des analyses réalisées.

Dans un premier temps, il a fallu parfois, regrouper des items/thèmes de réponses, car dans la phase de traitement les membres des COPILs ont eu peur de trop synthétiser et de perdre ainsi des informations importantes.

les thèmes/items qui ont été exprimés par le plus grand nombre de personne ont été sélectionné en différenciant les réponses faites par les femmes de celles faites par les hommes (**1^{ère} position, 2^{ème} position et 3^{ème} position**).

Pour le territoire de Walungu, on constate, pour chaque question, de très nombreuses réponses différentes. Après la sélection des 3 thèmes les plus récurrents, les autres réponses ont été faites par 1 à 8 personnes.

Nous en avons tenu compte dans l'énumération des réponses présentées dans les tableaux de traitement mais pas forcément dans une analyse complète.

Par contre, des réponses proviennent parfois, uniquement des hommes ou uniquement des femmes et cela nous semble intéressant d'essayer de mieux les comprendre

Après cette première analyse, il sera important de croiser les réponses avec les facteurs différentiels du contexte territorial et les forces/Faiblesses identifiées lors des deux séminaires-ateliers de formation. En effet, certains thèmes nécessitent, pour mieux les appréhender, de les prendre en compte en fonction du contexte culturel et des représentations et rôles sociaux attribués aux femmes et aux hommes dans les deux territoires. Nous pouvons constater des différences notoires entre ces dits territoires.

4.5 ÉTAPE 5 : FORUMS DE RESTITUTIONS AUPRES DES POPULATIONS CONCERNÉES

Les restitutions auprès des populations ont été préparées lors du second atelier-séminaire avec la cheffe de projet d'Aster-International. Il s'agissait d'identifier ce qu'il faut restituer auprès des autres membres des COPILs locaux, d'appuyer, et conseiller les représentant-e-s des COPILs dans l'organisation de restitution publiques, et enfin d'établir le programme de ces séances de restitution.

Restitution dans le territoire de Walungu

La délégation de SAMWAKI composée de 3 cadres de l'association est partie de Bukavu à destination de Mugogo le 30 juillet 2013. Arrivée à la radio Bubusa FM, elle a organisé, dans l'après-midi, une séance de travail avec les membres du COPIL Local de Walungu en vue d'harmoniser les idées sur la manière dont la restitution sera organisée ainsi que pour préparer le lieu de l'événement.

La séance de restitution a eu le 31 juillet 2013 dans la cour de la radio Bubusa FM à Mugogo. 34 personnes y ont pris part dont 19 femmes et 15 hommes, ceci en plus des 8 enquêteurs/trices qui ont mené les enquêtes. La restitution du DTPG de Mugogo a ceci de particulier qu'elle a été transmise en direct sur les ondes de la radio Bubusa FM, ce qui a permis à toutes les couches de la population de Walungu de suivre au même moment son déroulement et d'intervenir par appel téléphonique pour émettre leurs opinions par rapports aux résultats provisoire du DTPG. A cette occasion, radio Bubusa FM a changé sa grille de programme en émettant en antenne non stop de 8 heures à 16 heures. A la suite de l'événement, une grande foule de curieux a envahi la station de la radio dans le but de voir de leurs yeux ceux qui interviennent à la radio ainsi que d'apporter leur contribution aux débats.

Restitution dans le Territoire d'Idjwi

C'est en date du 27 juillet 2013, qu'une mission de SAMWAKI composée de 3 cadres de l'association est partie de Bukavu pour se rendre au territoire insulaire d'Idjwi, avec 4 heures de voyage. Une forte délégation du COPIL local d'Idjwi et ceux du Club d'Ecoute Communautaire de cette entité est venue accueillir la délégation de SAMWAKI. Pour des raisons budgétaires, Aster-International n'a pas pu assister à cette restitution.

La séance de restitution a eu le lundi 28 juillet 2013 dans la salle des réunions de l'UFIN (Union des Femmes Insulaires d'Idjwi à Bugarula. Elle connu la participation de 36 personnes dont 20 femmes et 16 hommes, ceci en plus des 8 enquêteurs/trices qui ont mené les enquêtes ayant abouti au rapport dont question.

C'est dans le souci de briser ce silence autour à la fois des atrocités que subissent les femmes rurales et Objectifs de la restitution

Les objectifs généraux des restitutions auprès du public concerné sont multiples. Il s'agit de :

- Manifester les compétences de SAMWAKI en matière de genre, d'animation du territoire, de mobilisation des gens, de capacités à conduire un DTPG, de développement local et de revitalisation du territoire.
- Présenter aux populations, pouvoirs publics, associations les besoins et potentiels du territoire
- Conscientiser les personnes invitées aux réalités locales, mises en lumière dans le cadre du DTPG
- Présenter la méthodologie et les résultats du DTPG
- Enrichir, valider les axes prioritaires identifiés grâce au DTPG.
- Inciter les pouvoirs publics et les décideurs politiques de RDC, particulièrement du Sud-Kivu à prendre en considération les besoins d'un territoire et notamment ceux, spécifiques, des femmes rurales dans un objectif de développement local intégrant le genre ;
- Contribuer à trouver des alternatives économiques et sociales pour les populations notamment les femmes dans la perspective d'un développement durable et équitable du territoire ;
- Créer des synergies avec des projets et des réalisations proches dans les objectifs et les méthodes.

Afin de répondre à ces objectifs, les restitutions suivent le plan pédagogique suivant :

1. Rappel des étapes du DTPG et de l'étape de traitement et analyse des données.
2. Présentation des premiers résultats issus des travaux de l'atelier
3. Débat sur les perspectives du diagnostic.

Il s'agit dans cette dernière partie d'interroger les populations et les membres de l'équipe sur les transformations et les changements souhaités pour chaque territoire, sur de nouvelles façons d'appuyer les autorités locales dans un plan de développement local avec des actions spécifiques pour les femmes. Du point de vue des équipes de COPILs et de SAMWAKI, il s'agit de réfléchir à de nouveaux rôles que pourraient avoir les membres des COPILs et comment ne pas perdre les compétences acquises lors du projet.

4.5.1 *Contenus*

La restitution doit pouvoir fonctionner comme un miroir placé devant la communauté : souligner les réalités identifiées et analysées lors du DTPG. Cela permettra la validation des axes prioritaires issus du DTPG mais aussi d'enrichir les propositions d'actions en fonction de chaque axe prioritaire. Pour SAMWAKI et Aster-International, c'est la visibilité de l'action et des perspectives qui peuvent être développées. Enfin, la restitution peut permettre la mise en valeur de la prise de parole et la connaissance de certains membres de la communauté.

4.5.2 *Déroulement d'une séance de restitution :*

La restitution peut être découpée en deux parties :

- **Accueil** et intervention d'officiels (A sélectionner selon les territoires, l'autorité la plus gradée)
- **1^{ère} partie :**
 - présentation de l'approche du DTPG, des profils des participant-e-s, des enjeux et finalités
 - présentation des résultats, des axes prioritaires et des préconisations d'actions.
 - Questions/réponses avec les participants à la restitution
- Clôture 1ère partie – un pot, cocktail
- **2^{ème} partie – forum**
 - Ateliers thématiques en rapport avec les axes prioritaires. Ateliers regroupant de 10 à 15 personnes avec une animatrice/ un animateur et une personne pour la prise de notes.
 - Plénière et mise en commun des travaux des ateliers
- **Synthèses et clôture**

Restitution 1 – 2 sites sur 1 jour

La première restitution s'est faite sur les deux sites et pourra être organisée sous forme de deux forums en présence des populations qui ont été rencontrées dans le cadre du DTPG et des autorités locales et coutumières.

Dans une approche participative, il est important de restituer les premiers résultats issus des enquêtes auprès des populations et de solliciter un enrichissement des pistes d'action. Les forums sont également des temps nécessaires pour remercier tous les actrices et acteurs du projet et de permettre une meilleure appropriation des axes de développement et du projet de la Maison des femmes, avec une proposition intégrant les actions prioritaires à mettre en œuvre, suite au DTPG

Restitution 2

La seconde restitution s'est faite auprès des personnes clés, les actrices et acteurs de développement au niveau local, régional, national et international. La journée a été organisée à Bukavu et s'est déroulée d'une manière plus formelle.

Evaluation des acquis et des résultats avec les membres du comité de pilotage général

Une séance d'évaluation des acquis par les membres du comité de pilotage général et des comités locaux a été mise en place.

Restitution en France - septembre 2013

Une restitution à Paris avait été programmée mais n'a pas pu avoir lieu.

4.6 ÉTAPE 6 : EVALUATION ET CAPITALISATION

4.6.1 *Difficultés rencontrées: méthodologie*

Lors de l'analyse des forces, menaces, opportunités, faiblesses, le manque de références quantitatives fiables a fait que les informations données dans le tableau ont essentiellement été des estimations de la part des populations.

Malgré la formation des enquêteurs, un certain nombre de d'erreurs ou de choix ont compliqué le déroulement du DTPG. Dans la phase d'analyse, le fait que les entretiens individuels ont été privilégiés sur les focus groups a considérablement augmenté le temps nécessaire à l'analyse. De plus, l'absence de données sur le profil des personnes interrogées n'a permis une analyse fine.

La compilation des données recueillies sur le terrain en tableaux a été faite de manière trop exhaustive par les COPILs sur le terrain. Au lieu d'être assemblées par catégories, les données ont été entrées individuellement dans les tableaux, obligeant à un travail de synthèse avant de pouvoir procéder à l'analyse. Enfin, dans l'analyse des données, certains enquêteurs ont eu des difficultés à distinguer si les réponses émises étaient issues d'un fait culturel ou d'une habitude personnelle.

4.6.2 *Difficultés rencontrées: logistique*

Les enrichissements et la validation finale des documents (guide d'entretiens etc.) ont été difficiles, car les conditions de travail des enquêteurs, enquêtrices et du COPIL général de SAMWAKI, partenaire local, ont rencontré un certain nombre de difficultés dues aux problèmes de sécurité du pays, particulièrement dans les régions du Kivu. D'autre part, les locaux de l'association sont souvent privés d'électricité et de connexion internet.

La prise de notes ainsi que la traduction ont été difficiles car les langues locales ne sont pas toutes écrites. Dans la phase d'analyse des données, certains enquêteurs ont eu des difficultés à distinguer si les réponses émises étaient issues d'un fait culturel ou d'une habitude personnelle.

Outre la traduction, les difficultés rencontrées par les enquêteurs ont surtout concerné la planification et le non respect des rendez-vous par les enquêtés. Les enquêteurs ont parfois dû passer par des intermédiaires qui devaient eux-mêmes informer les intéressés. Cela a considérablement ralenti les prises de rendez-vous auprès des autorités notamment, ainsi que le déroulement des entretiens car les gens ne venaient pas toujours aux rendez-vous fixés.

Pour les deux territoires, les personnes invitées à participer aux focus groups devaient se déplacer et pensaient recevoir de l'argent et/ou être remboursées de leurs frais de transport. Quand elles ont constaté qu'il n'y avait pas d'argent, elles ont regretté leur participation car elles estimaient avoir le droit de recevoir une compensation. Le COPIL a été soutenu par des associations pour faciliter cette compréhension. Parmi les recommandations, il faudrait envisager une manière de remercier les gens pour leur participation à une étude/action, comme un buffet ou des rafraichissements.

5 RESULTATS DU DTPG

Dans ce document, nous présentons les analyses des paroles émises par les femmes et les hommes dans les entretiens individuelles qui ont touché :

Territoire de Walungu

107 femmes et 101 hommes

Territoire d'Idjwi

100 femmes et 99 hommes

Se sont donc 207 femmes et 200 hommes qui ont participé à ces entretiens individuels. Des focus groupes avaient été également organisés dans les 2 territoires et qui ont permis de réunir 192 femmes et hommes (jeunes et moins jeunes) à Walungu et 180 personnes à Idjwi. Ces focus groupes ont été très utiles pour créer une dynamique de diagnostic, mais nous n'avons pas pu exploiter les discussions issues de ces groupes pour des problèmes de prises de notes et de traductions.

Pour effectuer cette première analyse des données issues du DTPG, nous sommes repartis du travail de traitement des données réalisé par les 2 COPIL locaux avec l'appui de l'équipe de SAMWAKI et la formation d'Aster-International.

Dans un premier temps, il a fallu parfois, regrouper des items/thèmes de réponses, car dans la phase de traitement les membres des COPILs ont eu peur de trop synthétiser et de perdre ainsi des informations importantes.

Ensuite, nous avons sélectionné les thèmes/items qui ont été exprimés par le plus grand nombre de personne en différenciant les réponses faites par les femmes de celles faites par les hommes.

(1^{ère} position, 2^{ème} position et 3^{ème} position)

Pour les analyses des résultats des 2 territoires, nous avons intégré les remarques et recommandations faites à la lecture des résultats et des 2 restitutions publiques.

5.1 ANALYSE DES RESULTAT DU TERRITOIRE WALUNGU

Q 1.a. Qui assure l'éducation des enfants ?

Réponses	Entretien individuel femmes	Entretien individuel hommes
Femmes	74	65
Hommes	9	9
Les 2	14	27
Nul	1	0
TOTAUX	107	101

Q1 b. quels sont les arguments émis sur la question qui assure l'éducation des enfants ?

Thèmes /catégories : arguments	EIF	EIH
Temps de la femme (les femmes ont le temps)	34	37
Affection de la femme à ses enfants (amour maternel)	23	9
La femme cherche à manger et assure les soins et hygiène de ses enfants	5	3
La mère est la grande éducatrice	2	8
Complémentarité homme/femme	15	11

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1	34	37
2	30	26
3	15	11

Remarques

Le classement des thèmes est identique pour les femmes et les hommes. Nous pouvons constater que les réponses aussi bien des femmes que des hommes renforcent les représentations et les rôles sociaux attribués par la société.

Les hommes ont également émis en petit nombre des réponses diverses : l'irresponsabilité des hommes (6) et leur manque de temps (5)

- L'éducation des enfants n'est pas bien assurée en territoire de Walungu du fait que les hommes abandonnent ces responsabilités
- Les hommes et les femmes doivent collaborer pour éduquer leurs enfants
- Les enfants ne peuvent pas bénéficier d'une bonne éducation si leurs parents se comportent mal
- Les mères doivent réserver une attention particulière à leurs filles en âge de procréation pour leur éviter des grossesses précoces
- Les hommes adultes et même les vieillards sont à l'origine de la déviation des jeunes filles qu'ils prennent comme partenaires sexuel. Comment peuvent-ils alors éduquer leurs propres enfants ?
- Les adolescentes tombent souvent enceinte à cause du manque d'éducation sexuelle de la part de leurs mères
- L'éducation des enfants est souvent mal placée car les pères font croire à leurs garçons qu'ils sont des chefs et les mères persuadent leurs filles qu'elles sont inférieures aux garçons.
- Beaucoup d'hommes à Walungu sont des marchands ambulants et des creuseurs des minerais. Ils abandonnent ainsi leurs maisons pendant plusieurs années. Cette absence prolongée du mari implique la multiplication des tâches de la mère. Ce qui ne permet pas d'avoir le moindre instant de s'asseoir avec ses enfants pour les éduquer.
- Les mères sont des éducatrices des enfants par excellence et les pères sont démissionnaires

Recommandations

- Que les femmes et les hommes bénéficient des formations sur les droits des enfants et leur rôle en tant que parents
- Que les parents contrôlent bien leur comportement afin de le léguer à leurs enfants

- Que le COPIL en partenariat avec l'autorité territoriale mette en place un cadre d'échange et de concertation regroupant les femmes.

Q2. Scolarisation et déscolarisation des filles et garçons

Nombre d'enfants	Scolarisés			Non scolarisés		
	Filles	Garçons	Tous	Filles	Garçons	Tous
946	231	363	594	239	113	352
En %			100%			100 %

Cette question se réfère aux enfants des personnes interrogées. La difficulté de l'analyse provient du fait que certaines personnes sont sans doute issues des mêmes foyers....

Nous pouvons quand même constater un fort taux de non scolarisation des enfants et particulièrement des filles. A cette étape, nous ne disposons pas d'assez d'éléments pour mieux approfondir les raisons de la non scolarisation des enfants. Voici quelques remarques faites lors des restitutions

Remarques

- Les hommes préfèrent maintenir les garçons à l'école au détriment des filles
- Les femmes préfèrent interrompre les études de leurs filles après l'école primaire pour les aider dans les travaux des champs et autres tâches du ménage
- Les femmes retiennent leurs fillettes à la maison pour les aider à élever leurs jeunes frères et sœurs
- Les hommes décident d'interrompre les études de leurs filles adolescentes pour que celles-ci trouvent vite un fiancé de qui ils auront une vache comme dot.
- Les filles refusent de poursuivre les études supérieures pour éviter d'être traitée comme prostituée
- Les garçons aiment les études plus que les filles, c'est pourquoi ils sont encouragés
- Les garçons ont peur des filles de niveau universitaire. D'où leur difficultés à trouver un mari.
- Les filles et les garçons ne trouvent pas de l'emploi après les études. Ce qui démotive certains parents à envoyer leurs enfants poursuivre les études, surtout les filles.
- Les femmes qui ont suffisamment étudié affichent de l'indiscipline et l'insoumission aux ordres donnés par leurs maris.

Recommandations

- Que les parents et les enfants soient informés et sensibilisés sur les questions de genre, égalité de sexes, droits humains (droits des enfants, violences basées sur le genre, etc....
- Créer des centres de formation et d'apprentissage aux métiers (informatique, artisanat, agriculture, fabrication de petites unités de transformation des produits agricoles,...) en vue de combattre le chômage
- Créer des lieux de loisir sain pour jeunes garçons et filles en vue de réduire les inégalités liées au genre et la délinquance observée chez les jeunes
- Encourager les filles à poursuivre les études en s'occupant également de leurs frères garçons

Q3.a. Qui hérite ?

Réponses	EIF	EIH
Filles	02	04
Garçons	78	76
Les 2	11	21
Femmes	02	01
Autres	03	03

Une réponse massive de la part des femmes et des hommes permet de constater que ce sont les garçons qui héritent.

Quand à la réponse en seconde position, les personnes ont exprimé que c'était aussi bien les garçons que les filles qui héritaient. Il existe cependant une différence entre les réponses de femmes et celle des hommes car il y a plus d'hommes que de femmes qui pensent que les deux peuvent hériter.

Q3.b. Quels sont les arguments pour expliquer les réponses en 3 a ?

Thèmes /catégories : arguments	EIF	EIH
La coutume donne les opportunités aux hommes	17	33
Marginalisation des filles par les hommes	2	2
La femme n'a pas le droit d'hériter	0	1
Le testament ne prend pas compte des filles	1	0
Les filles se marient	6	8
En cas de décès de la femme, on donne les biens à tous les enfants	3	6

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1	20	36
2	6	8
3	3	6

Remarques

Même si le classement des 3 thèmes de réponses est identique pour les femmes et les hommes, les hommes ont très nettement exprimé que c'était la coutume qui leur permettait d'hériter.

Comme pour le territoire d'Idjwi, les participants ont montré que les biens de la famille comme les champs et les vaches ne peuvent pas être individualisés et doivent se transmettre de père en fils héritier pour leur pérennité ainsi que pour la sauvegarde de l'identité tribale, clanique ou familiale selon le rang du défunt père. Cette tendance fait croire qu'une fois les champs et les vaches déchetés au profit de tous les enfants de la famille, l'unité de la faille et son identité disparaîtront. Selon cette tendance, l'unique personne méritant d'hériter de tels biens doit être un garçon né du défunt et, à défaut d'un garçon, chercher un autre garçon chez les oncles ou des cousins, même si le défunt a laissé une ou plusieurs filles. Enfin, cette tendance soutient que l'idée de faire hériter les garçons autres que le premier fils ainsi que les filles peut être applicable en ville où l'argent et les immeubles prennent la place de l'appartenance clanique et le lien à la terre.

Une autre tendance soutient que les biens de la famille ne peuvent pas être réduits à une seule personne, mais à la famille dans son inclusivité. Selon cette tendance, si les filles sont écartées de l'héritage des biens de leurs pères, c'est parce que la coutume et la tradition anciennes ne reconnaissent pas la fille comme membre à part entière de sa famille du fait qu'elle contractera mariage, créera sa propre famille et bénéficiera des biens de la famille dans laquelle elle a été épousée. Cette tendance soutient qu'une telle vision est anachronique par rapport à l'évolution du monde, aux prescrits de la loi (le code de la famille) et à la constitution du pays qui consacre le traitement à égalité des congolaises et congolais en justice comme en droit.

Recommandations

Les tenants de la coutume tiendront des réunions à l'intention de leurs sujets pour débattre sur le caractère impérieux de faciliter les filles et les femmes la pleine jouissance de leur droit à l'héritage

- Le COPIL, en partenariat avec SAMWAKI mettront en place un observatoire des droits à l'héritage des femmes et des filles et l'assistera pour dénoncer tout cas de violation de ce droit auprès des instances juridiques compétentes.
- Il est nécessaire d'organiser des rencontres entre filles et garçons en vue de les sensibiliser au droit à l'héritage et à l'égalité de sexes.

Q4.a. Principales sources de revenus

Thèmes/Catégories : sources de revenus	EIF	EIH
Agriculture	82	67
Elevage	18	20
Petit commerce	49	33

Remarques

La majorité des réponses des femmes et des hommes précisent que c'est l'agriculture qui est leur principale source de leurs revenus. Il est important de croiser ces réponses avec le contexte territorial de Walungu qui est un département très rural où l'agriculture est la principale activité économique des populations.

En ce qui concerne les thèmes en seconde et troisième position, nous trouvons respectivement l'élevage et le petit commerce. Chaque famille exerce des activités économiques diverses.

De plus, les productions agricoles sont pour une partie revendues, ce qui justifie les réponses de petits commerces. Nous devrions approfondir pour savoir quels types d'activités de petits commerces et analyser celles qui sont faites plus par les hommes ou les femmes ou par les deux.

A Walungu tout comme à Idjwi, les femmes s'occupent de la vente des boissons locales, la farine de manioc, le poisson, les habits usagers et les légumes, les légumineuses et autres produits des champs. Tandis que les hommes exercent le petit commerce des chèvres, vaches, la viande, les vêtements neufs, les divers, les boissons importées.

Une particularité du territoire de Walungu est que la plupart de ses hommes sont des marchands ambulants. Ils quittent leurs familles pendant de longs mois voire des années. Les femmes et leurs enfants sont ainsi abandonnées dans un état de misère indescriptible, même si leur mari et père exerce le petit commerce. Dans ce territoire en effet, un grand nombre des femmes assument à elles seules les responsabilités de leurs familles à cause de l'absence prolongée de leurs maris. Certaines finissent par recourir à la prostitution pour trouver un pagne pour se vêtir ou pour réhabiliter leur case /hutte en voie de s'écrouler.

- Les terres arables du territoire de Walungu sont tenues par des grands concessionnaires au détriment des pauvres paysans

- Le sol est devenu très infertile si bien que le territoire recourt à Bukavu et d'autres territoires voisins pour nourrir sa population
- L'impraticabilité des routes de desserte agricole ne permet pas aux localités isolées d'accéder à ces denrées alimentaires à prix abordable.
- Les travaux agricoles sont féminisés à outrance
- Les cultures industrielles ne profitent pas à la population

Recommandations

- Mener une campagne de sensibilisation des agriculteurs sur l'usage des engrais en vue de fertilisation des sols
- Former les jeunes garçons et filles sur les nouvelles techniques agricoles en vue d'améliorer la production agricole du territoire
- Mettre en place des groupements de producteurs par filières et assurer leur connexion avec des coopératives correspondantes de la province, du pays et de la région
- Créer des unités de transformation des produits agricole
- Tracer ou réhabiliter les principales routes de desserte agricole du territoire

Q4.b. Origine des revenus

Thèmes/Catégories : sources de revenus	EIF	EIH
Culture des tomates, patates douces, oignons, manioc, maïs, sorgho, haricots	22	12
Elevage de cobayes, lapins, poules, chèvres, moutons	10	6
Vente des beignets, savons, fretins, bananes, miel, farine	3	2
Vente des bois de chauffage	3	0
Champs	14	7
Vente des choux	1	0
Vente des boissons alcoolisées	3	0
Vente des braises	1	0
Vente de légumes	0	1
Vente des produits agricoles	15	19
Vente du lait	0	1

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1	51	39
2	10	6
3	10	3

Remarques

Cette question permet de mieux détailler les origines des revenus. Comme nous avons pu le constater dans la question précédente, les productions agricoles sont en première position et cela inclut les produits de maraichage. Même si le classement est le même pour les femmes que pour les hommes, nous voyons clairement l'expression massive des femmes concernant les revenus issus de l'agriculture.

Les deux autres origines des revenus viennent loin derrière. Quant aux autres items, ils sont intéressants à prendre en compte dans des projets de développement économique mais les réponses sont très éparpillées et sont alors peu significatives.

- Les femmes et les filles sont les principales productrices en vertu de leurs tâches quotidiennes
- La répartition sexiste des tâches entre les hommes et les femmes ne permet pas aux hommes et aux garçons de contribuer à la production agricole, principale source de revenus
- Le travail des femmes et des filles est invisible et n'est sujet à revenu, bien que celui-ci qui fait fonctionner le ménage au quotidien
- L'imposition de l'homme sur la gestion des revenus du ménage accroît la pauvreté et la crise de confiance au sein de la famille. D'où la résignation de certains membres, en particulier les femmes.

Recommandations

- Créer un cadre de dialogue entre les hommes, les femmes, les filles et les garçons en vue de redéfinir la répartition des tâches au sein du ménage
- Initier les membres de la communauté à l'esprit d'épargne et de mutualisation pour améliorer leur capacité de générer de revenus
- Préconiser une gestion concertée des revenus du ménage entre ses membres au lieu de laisser ce privilège au seul père de famille.
- Encourager l'éducation des filles pour être capable de mesurer leur part de contribution pour le fonctionnement de leur ménage et de participer activement à leur affectation.

Q5.a. Part de chaque membre du ménage dans la production

Réponses part des revenus	EIF	EIH
Femmes	11	9
Hommes	11	9
Garçons	0	2
Fille	0	2
Tous les membres de la famille	12	9
Autres	1	0
Les deux parents	30	22

A cette question 5a, il est clair que femmes et hommes disent que les revenus viennent aussi bien des femmes que des hommes. Si nous croisons les réponses aux diverses questions, la réponse des hommes peut sembler incohérente avec les réponses à cette question. En effet, dans la question 1b concernant « Qui assure l'éducation des enfants » la réponse massive porte sur le fait que ce sont femmes car elles ont le temps.

Nous pouvons donc constater, qu'il serait intéressant d'étudier les horloges des journées des femmes et des hommes pour mieux mesurer le temps passé pour chaque activité, d'autre part, il est sans doute utile pour la suite du projet, de valoriser davantage le travail non rémunérateur du travail des femmes dans le ménage.

Q5.b. Qui décide de leur affection

Réponses	EIF	EIH
Femmes	4	2
Hommes	66	48
Les deux	7	21
Autres	0	0
Tous les membres de la famille	0	4

Remarques

Hommes et femmes apportent des revenus au ménage (Voir question précédente). Mais, en grande majorité des réponses c'est l'homme qui décide de leurs affectations. Les femmes s'expriment plus sur le fait que se sont les hommes qui décident. Très peu d'entre elles disent que se sont les deux qui décident. Quant aux hommes, ils pensent que se sont les deux qui décident.

Il est un fait que les femmes ignorent leur apport en termes de contribution au revenu dans le ménage. C'est pourquoi elles ont des difficultés à participer ou se prévaloir leur affectation, étant entendu que ce sont les hommes qui produisent, et lorsque la femme produit, elle pense qu'elle l'a fait au nom de son mari. La question à élucider serait de savoir comment rendre visible l'apport des femmes au revenu du ménage ? C'est seulement si on amène la femme à comprendre la proportion de son apport au revenu du ménage que celle-ci peut être amenée à apprécier celle de l'homme et, par conséquent, de solliciter ou revendiquer sa place dans leur affectation.

Il serait intéressant de mieux approfondir cette question de prise de décision, particulièrement sur les autres décisions que doivent prendre femmes et hommes dans le ménage : santé, éducation des enfants, activités économiques pour les femmes, etc.

Il aurait sans doute fallu des questions complémentaires pour mieux analyser les données de cette question.

Q6.a. Liste des personnes qui dirigent dans la communauté

Thèmes/Catégories : Liste des personnes ...	EIF	EIH
Le chef de groupement	93	83
Le chef de localité	91	91
Secrétaire du groupement	2	1
Chef du ménage	26	43
Chef de poste	0	3
Chef de chapelle	2	7
Pasteurs des églises	0	3
Leaders sociaux	0	2
Sages/Conseillers	0	1
Polices nationales	0	3
Chef de sous groupement	0	28
Chef des Ecoles/Etablissement	4	3
Chef de centre de santé	3	1

Remarques

Dans les items de réponses, nous constatons qu'il ne s'agit que d'hommes. Nous pouvons croiser ces réponses avec les réponses aux questions précédentes qui montrent le poids de la coutume et d'une organisation sociale où les hommes ont les fonctions et les rôles de pouvoir et de décision.

En 3^{ème} position, nous constatons que les chefs de ménage dirigent, ce qui est cohérent avec les réponses aux questions précédentes.

En 1^{ère} et seconde position, ce sont les autorités locales ou coutumières qui dirigent la communauté. Le poids de la culture dans l'organisation sociale montre bien la place des hommes dans les prises de décision au sein de la communauté.

- Traditionnellement, la qualité de chef s'obtient non par compétence mais par sexe ou par parenté. Le chef est masculin, fils de tel de qui il a hérité ce poste.
- Tous les postes de responsabilité sont assumés par les hommes
- Les femmes sont butées deux contraintes pour accéder au poste de chef : la coutume qui lie la notion de chef à la masculinité et le niveau d'études qui ne leur permet pas d'être compétitives sur le marché de l'emploi
- Des préjugés empêchent les filles et les femmes d'accéder à un certain niveau d'études ou d'exercer certaines fonctions au risque d'être assimilés à des prostituées.

Recommandations

- Associer la notion de chef à la notoriété, à la compétence, à la bonne moralité et à la gestion rationnelle de la chose publique et non au sexe
- Que le pouvoir public et les acteurs du développement contribuent au renforcement de l'émergence d'un leadership féminin au niveau local
- Que les femmes sortent de la torpeur en acceptant d'élire les femmes aux postes de responsabilité via les élections
- Que des femmes soient associées à des rencontres de discussion et d'évaluation de la gouvernance locale

Q6.b. Liste des infrastructures (question de recensement)

Thèmes/Catégories : Liste des infrastructures	EIF	EIH
Ecoles primaires et Secondaires	71	66
Services de renseignement	1	0
Centres de santé	57	57
Asbl locales	30	23
Eglises	42	57
Marché	33	50
Centre de négoce	0	1
Moulin	2	0
L'eau	6	2
Routes locales	2	1

Remarques

Cette question semblait importante pour les équipes des 2 COPILs. qui voulaient en effet savoir si la population était en mesure de savoir qu'elles étaient les infrastructures présentes sur leur territoire. Il semble difficile d'analyser les réponses dans le cadre du DTPG mais, on peut constater que les infrastructures les mieux vues sont les écoles, les centres de santé et les églises.

Dans le diagnostic il manque des questions relatives aux poids de la coutume et de la place des églises dans la communauté. Dans la question précédente, personne n'a indiqué que les représentants religieux (toutes religions confondues) avaient un rôle pour diriger la communauté.

- Les écoles existent, mais elles sont insuffisantes par rapport au nombre croissant des effectifs et la qualité des enseignements dispensés est médiocre et inadaptée
- Les écoles sont éloignées de certains villages et les salles de classes sont très surpeuplées
- A part quelques écoles officielles, la plupart des écoles appartiennent à des églises
- Les églises sont nombreuses et leurs chefs ont une incidence remarquable sur la communauté, en particulier les femmes.
- Les hôpitaux sont peu nombreux, situés à des distances éloignées et les coûts de leurs services inaccessibles à tous
- Les routes de desserte agricole sont toutes en terre et en état de délabrement avancé
- La route nationale N° 2 traverse le territoire et elle est aussi en terre
- Quelques marchés locaux fonctionnent dans des hangars et la grande majorité en plein air. Les taxes imputables par produits sur ces marchés s'approchent du prix de revient de l'article taxé, notamment les produits des champs et de l'élevage.
- Manque de courant électrique
- Pas de raccordement en eau potable

Recommandations

- Créer de nouvelles écoles et adapter les enseignements aux besoins identifiés pour le développement du territoire
- Tracer des routes de desserte agricole à l'intérieur du territoire et asphalté la route nationale N° 2
- Construire et équiper des nouveaux hôpitaux et rendre leurs services accessibles aux plus démunis
- Construire des hangars et dépôts à toutes les places de marchés locaux et conduire un dialogue avec les autorités locales au sujet des produits taxables et leur valeur
- Assurer la fourniture en électricité du territoire ainsi que le raccordement en eau potable

Q7. Comment les hommes et les femmes sont-ils représentés dans cette structure hiérarchique et dans les instances de prise de décision aux services sociaux disponibles ?

Q7.a. Représentation des femmes et des hommes dans différents services et dans les instances de prise de décision

Thèmes/Catégories /Réponses	EIF		EIH	
	Rôle de la femme	Rôle de l'homme	Rôle de la femme	Rôle de l'homme
Les femmes s'occupent plus	0	2	0	0
Les ne prennent pas en considération les points de vie femmes	0	8	0	3
Les sont des analphabètes	0	3	0	3
Les femmes ne sont pas représentées	0	3	0	5

Thèmes/Catégories /Réponses	EIF		EIH	
	Rôle de la femme	Rôle de l'homme	Rôle de la femme	Rôle de l'homme
Les femmes encadrent les enfants	0	1	0	0
Les femmes occupent toujours les 1 ^{eres} places	0	1	0	3
Les femmes sont moins représentées et ne prennent pas de décision	0	16	0	36
La coutume cause la discrimination rétrograde	0	8	0	15
Les femmes ne dirigent pas	0	6	0	3
Les femmes ne participent pas à la prise de décision	0	20	0	29
Les femmes sont des enseignantes	0	0	2	2
Les femmes sont moins soucieuses	0	0	0	1
Les femmes occupent des places, considération seulement dans les associations	2	0	6	2
Les hommes prennent décision	0	2	2	10

Q7. b. Justification de la faible représentation des femmes dans les services sociaux et leurs organes de prise de décision

Thème par catégorie	EIF	EIH	TOTAL
▪ Femmes auxiliaires			
Dans la santé	25	20	45
Dans l'éducation	22	22	44
Total	47	42	99
▪ Justification de la marginalisation des femmes			
Incapable de tout	0	15	15
Moins intelligente	1	5	6
Sans niveau d'études et analphabètes	18	20	38
Total	19	40	59

Remarques

- Les femmes sont très faiblement représentées dans les instances de prise de décision et dans les services sociaux
- Cette absence quasi-totale des femmes dans les instances dans la structure hiérarchique des instances de prise de décision et dans les services sociaux explique en partie la non prise en compte des besoins des femmes et des filles ainsi que l'omission des intérêts stratégiques de cette catégorie des membres de la communauté lors de la conception et la mise en œuvre des projets de développement au niveau du territoire
- Dans les structures où les femmes sont présentes, elles jouent le rôle d'auxiliaire et ne peuvent donc décider ni influencer une quelconque décision au bénéfice des femmes.

Recommandations

- Encourager l'éducation des filles
- Créer des centres de formation pour les femmes et les hommes
- Répertoire toutes les femmes exerçant dans les services sociaux en vue mener un plaidoyer pour leur avancement de grades et fonctions
- Mettre en place un cadre d'échange et de renforcement mutuel des femmes employées par les services publics et celles exerçant dans le secteur privé
- Encourager les parents à envoyer leurs filles à l'université et dans les instituts supérieurs techniques en vue d'être compétitives sur le marché d'emploi et accéder à des postes de responsabilité.

Q8.a. Accès équitable aux ressources Qui a accès aux ressources ?

Réponses :	EIF	EIH
Femmes	2	2
Hommes	90	87
Les deux	6	10

Clairement en 1^{ère} position, l'accès aux ressources est dans les mains des hommes. Nous pouvons peut être en déduire que c'est également eux qui contrôlent ces dites ressources.

Q8.b. Arguments

Thèmes/Catégories : Arguments	EIF	EIH
Les femmes se marginalisent	3	6
Absence des femmes de la représentation aux services sociaux	5	9
Niveau d'étude de la femme pas très bon	12	13
Les hommes croient que les femmes ne peuvent rien faire	3	3
Décision des hommes	18	3
La coutume	15	12
Sensibilisation sur le genre	0	2
Complexe des femmes	4	5
Il ya équité entre les hommes et les femmes	0	1
Les femmes ne sont pas connues dans la société	2	0
Distinction homme/femme	2	0
Les hommes sont égoïstes	6	2
L'homme a été créé le premier	4	0
Les hommes discriminent les femmes	5	3
Les femmes ignorent les droits des femmes	3	9
Les hommes ignorent les droits des femmes	1	1
La Bible dit que les femmes ne peuvent pas parler devant les hommes (la foule)	0	1

Remarques

Pour les femmes, le premier argument pour expliquer que les hommes accèdent aux ressources, porte sur le fait que c'est eux qui décident, c'est ici encore une fois, l'expression du poids de la coutume. Ces pratiques sont inscrites dans la culture et dans toutes les dimensions de la vie quotidienne des femmes et des hommes.

En seconde position, très proche des réponses en 1^{ère} position vient celle de la coutume....

Quant à la 3^{ème} position, les femmes disent que cela est sans doute dû au mauvais niveau d'études. Elles expriment leur vision : si les femmes ne vont pas à l'école, elles ne peuvent pas accéder aux ressources.

Pour les hommes, le classement est différent : en 1^{ère} position le niveau trop bas des femmes, en seconde la coutume. Ensuite, de nombreuses réponses éparpillées que nous pourrions prendre en compte dans des séances de sensibilisation sur la place des femmes dans le développement.

Ce qui est également intéressant c'est que 5 réponses ont fait référence à la création du monde vu par les chrétiens : l'homme a été créé en premier et que dans la bible, les femmes ne peuvent pas parler devant les hommes....

Les réponses ainsi que leurs argumentations démontrent le poids de la coutume sur la distribution des ressources et leur contrôle avec l'homme au centre. Dans cette situation où l'homme dispose de tout, on peut en déduire que la femme est au service de celui-ci. Notamment dans l'exploitation agricole et l'élevage car la femme n'a pas de champs et le cheptel est attribué à l'homme, même si celui-ci relève de l'apport exclusivement de la femme.

- L'accès à des ressources suppose l'existence des coutumes et lois qui le consacrent.
- La coutume reconnaît en la femme un être inférieur, incapable, moins intelligente et apte à faire les travaux domestiques et champêtres
- Le champ et la houe qu'elle utilise appartiennent à l'homme
- La marginalisation de la femme a comme conséquence la féminisation de la pauvreté en milieu rural. Ainsi, la femme ne peut disposer ni d'un champ, ni d'une vache, ni d'un puits d'extraction des substances minières, ...

Recommandations

- Plaider pour l'élaboration et la stricte application des lois et coutumes claires consacrant l'accès égal des femmes et des hommes à des ressources.
- Plaider pour la mise en place des coopératives de crédit et d'épargne à Walungu avec des conditions accessibles aux femmes pour réduire la féminisation de la pauvreté et accroître leur accès à des ressources
- Former les femmes et les hommes sur la gestion des crédits
- Sensibiliser et informer la communauté sur les régimes matrimoniaux en vue de clarifier toutes les questions liées aux ressources du ménage en termes d'accès, de gestion et de contrôle.

Q9.a. Echanges entre dirigeant et membres

Thèmes/Catégories : Echanges de dirigeants	EIF	EIH
Rencontre/réunions	37	66
Absence d'Echange entre dirigeant et membres	9	5
Echange par écrit et sensibilisation	0	3
Nomination par roi	2	3
Les échanges se passent bien	18	8
Les échanges se passent d'une façon illégitime	5	0
Pas du tout bonne	4	2

Q9.b. Fréquences

Réponses/Fréquences	EIF	EIH
2 fois par mois	7	2
A tout moment	6	0
Une fois par semaine	3	1
Une fois par mois	7	5
2 fois par semaine	2	1
Occasionnelles	4	4
2 à 3 fois pendant 3 mois	16	23
3 fois par an	1	0
3 à 4 fois par mois	1	0
Quelque fois	0	5

Q9.c. Méthodes

Réponses/Méthodes	EIF	EIH
Invitation	23	30
Sensibilisation	6	3
Communiqué à la radio ou églises	4	0
Méthodes participatives	8	4
Invitation verbale	2	6
Dialogue	1	0
Les rencontres sièges sur l'éducation, hygiène, agriculture, élevage et développement	5	1
Selon l'ordre du jour	6	1
Sans distinction des hommes, garçons et filles	0	4

Remarques

- Dans tous les villages, il n'existe pas de cadre approprié servant de lieu de réunion entre le chef et ses sujets. Les réunions ont lieu en plein air, dans la cour du chef
- Les réunions sont organisées sous forme d'information au cours de laquelle le chef de village transmet à ses sujets les instructions en provenance de la hiérarchie (chef de chefferie, administrateur du territoire, services publics du territoire, etc.)
- Le format de ces réunions est souvent le discours prononcé par le chef. Les sujets interviennent, non pas pour exprimer leurs opinions, mais pour demander plus d'éclaircissements sur le contenu du message du chef.
- Les femmes et les filles ne sont pas généralement invitées à des réunions organisées par le chef de village. Et si elles s'y retrouvent par hasard, elles ne peuvent pas s'exprimer librement à cause de l'intolérance et le stigma manifesté par les hommes à leur égard ni leur opinion être prise en compte.
- Les réunions sont circonstancielles. Elles n'ont pas de calendrier fixe reconnu par la population.

Recommandations

- Que le chef en concertation avec ses sujets, élabore un calendrier des tenues des réunions
- Ce réunions doivent traiter de toutes les questions ayant trait à la vie de la communauté en général et définir des stratégies et des actions communautaires à réaliser pour résoudre les problèmes prioritaires identifiés
- Que les femmes et les hommes y soient également représentés et leurs opinions également prises en compte
- Le chef de village joue le rôle de modérateur, ne dicte en rien son point de vue et ne prend pas de décision unanime sans le consentement des participants.
- Ces réunions doivent servir de miroir où la population se mire pour apprécier le niveau qu'atteint le développement du milieu, mais aussi un lieu d'évaluation de la gouvernance locale.

Q10. Rôles majeurs des femmes dans la société

Thèmes/Catégories/Rôles	EIF	EIH
Education des enfants	52	40
Surveiller, nourrir, élevage	9	4
Agriculture	35	30
Hygiène	28	16
Faire la cuisine	15	20
Mettre au monde	51	48
Elle conseille son mari	12	5
Travaux ménagers	11	35
Amène la joie dans la famille	4	3
Encadrement de leurs maris	13	3
Amène l'argent	12	4
Prépare les lits	1	18
Accoucher	59	52
Développement	6	3
Cherche la nourriture	12	9
Paye les frais scolaires	3	1
La construction des maisons	3	1
Amène la paix dans le village	4	1
Sécurise le village et la famille	4	2

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – mettre au monde des enfants	110	100
2 – éducation des enfants	52	40
3 – agriculture (RF) Travaux ménagers (RH)	35	35

Remarques

A cette question 10, nous pouvons constater que les réponses identifient les rôles majeurs des femmes dans la sphère privée et dans les activités de reproduction. Les réponses en 3^{ème} position sont intéressantes en marquant que le rôle des femmes, dans la société s'exerce aussi dans le domaine agricole. Les hommes quant à eux, demeurent dans des rôles sociaux traditionnels considérant que c'est le rôle des femmes d'effectuer les travaux ménagers. Ils ne reconnaissent pas le rôle des femmes dans le secteur économique, mais si précédemment, ils ont reconnu que les femmes apportent des contributions aux revenus du ménage.

- Le rôle de la femme demeure invisible
- Il s'articule autour de la production (travaux domestiques, champêtres et petit commerce) et la reproduction (mettre au monde et élever les enfants)
- Son rôle social se définit en ce qu'elle sert de trait d'union entre deux familles à travers le lien de mariage

Recommandations

- Organiser des séances d'échange et d'édification de la communauté sur le rôle que joue la femme dans la survie des ménages et le développement local en vue de réduire les différentes formes de marginalisations auxquelles elles font face
- Impliquer les médias pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes à l'endroit des femmes dans le souci de rendre visible leur rôle dans le développement local
- Organiser des ateliers de réflexion sur le rôle de la femme à l'intention des hommes et des femmes pour amener les femmes à prendre conscience du rôle qu'elles jouent dans leur société et renforcer ainsi la confiance en elles-mêmes.

Q11 a. Contribution des femmes au développement

Thèmes/Catégories/Contribution des femmes	EIF	EIH
Petit commerce	3	2
Démographie	17	17
Développement rural	8	26
Education des enfants	21	31
Hygiène	27	32
La construction	4	1
Cherche à manger	3	9
Agriculture	29	32
Préparer les enfants pour la vie sociale	1	0
Travaux manuels	10	1
Elevage	10	3
Sensibilisation et collaboration	10	1
Travaux ménagers	4	6

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – activités agricoles	37	58
2 –domaine de l'hygiène	27	32
3 – éducation des enfants	22	31

Remarques

Au regard des réponses à cette question, il est très intéressant de constater que les hommes en grande majorité reconnaissent le rôle des femmes dans le développement notamment par leurs activités agricoles. Ce qui semble, en première analyse peu cohérent par rapport aux réponses précédentes. Il est vrai que les deux questions sont très semblables, mais comme nous n'avons toujours pas à ce jour les réelles questions posées lors des entretiens individuels, il est difficile de faire une grande différence.

Par le classement des réponses, identique pour les femmes et les hommes, on peut constater que les femmes aussi bien que les hommes mettent en avant le rôle économique dans le secteur agricole.

Ensuite dans les seconde et troisième positions, nous constatons de nouveau le rôle des femmes dans les activités reproductives telles que l'hygiène et l'éducation des enfants.

Il sera important de croiser les réponses avec la question concernant le rôle des hommes dans le développement.

Q11.b. Contribution des hommes au développement

Thèmes/Catégories : Contribution des hommes	EIF	EIH
Construction	33	21
Apporter l'argent	20	17
Activités de développement	4	12
Conseil	1	3
Education	11	23
Elevage	9	8
Donner la vie	2	1
Chercher à manger	7	10
Scolariser les enfants	2	3
Agriculture	9	9
Sécurité	10	19
Creuser les toilettes	1	1
Représentation de la famille	3	0
Entretien de routes	2	1
Enterrement des morts	2	0

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 - construction	36	24
2 - apporter de l'argent (RF) Education (RH)	20	23
3 - éducation (RF) Sécurité (RH)	11	19

Remarques

Comme nous le constatons, le classement est différent selon les femmes et les hommes. Par contre, en 1^{ère} position, les femmes aussi bien que les hommes mettent en avant le fait que le rôle des hommes s'exerce dans le domaine de la construction des maisons, des routes et des infrastructures.

Quant aux réponses en seconde position, les représentations des hommes montrent qu'ils ont un rôle dans l'éducation des enfants et les femmes, quant à elles, s'expriment sur le fait que les hommes apportent l'argent. L'éducation est entendue ici sous deux aspects : l'éducation de base au niveau de la famille est assurée par la mère qui passe plus de temps avec les enfants. En particulier les filles qui évoluent aux côtés d'elle à la cuisine et au champ. Quant aux garçons, ils sont proches de leurs mères dès le bas âge car, outre le repas quotidien du soir, la maman occupe les enfants par des contes qui, le plus souvent, véhiculent un message éducatif. Le deuxième aspect de l'éducation des enfants fait allusion à leur scolarisation. En effet, dans le contexte où le parent a la charge de payer la prime de l'enseignant, il revient au père de payer ces frais. Cependant, les hommes ont de la peine à accomplir cette tâche à cause de la pauvreté et du chômage accru dans les villages. Si bien que leurs femmes sont obligées de travailler pour les autres dans les champs ou pour le transport des biens pour s'acquitter, au nom de leurs maris, des frais scolaires de leurs enfants.

Pour les réponses en 3^{ème} position, les femmes reconnaissent le rôle des hommes dans l'éducation et les hommes et précisent leur rôle dans le domaine de la sécurité. 10 femmes ont également dit que les hommes se chargeaient de la sécurité.

La question de la sécurité de la famille assurée par l'homme est à relativiser selon que l'on se trouve en territoire de Walungu ou à Idjwi. Dans le territoire de Walungu en effet, nous avons signalé que la plupart des hommes sont des marchands ambulants. Le contrôle de la famille leur échappe ainsi, notamment en ce qui concerne la sécurité. En outre, au temps forts de l'insécurité, des nombreuses femmes ont été violées et violentées en présence de leurs maris, obligés par les bourreaux à assister à la scène. Par ailleurs, lors de la période de guerre, la plupart des hommes ont quitté leurs villages à la recherche des endroits plus ou moins sécurisés, abandonnant ainsi leurs femmes et enfants.

Le problème se pose autrement en territoire d'Idjwi qui n'a pas connu à ce jour les affrontements entre bandes armées.

Pour les réponses en 3^{ème} position, les femmes reconnaissent le rôle des hommes dans l'éducation et les hommes eux précisent leur rôle dans le domaine de la sécurité. 10 femmes ont également dit que les hommes se chargeaient de la sécurité.

- En se référant à l'outil grille de 24 heures, l'on se rend bien compte que la femme travaille beaucoup et ne dispose que moins de 5 ou 4 heures de repos par jour
- Le travail de la femme reste invisible, inquantifiable et non rémunéré
- Loin d'être un travail, les activités quotidiennes de la femme répondent à deux préoccupations majeures : honorer son mari et subvenir aux besoins vitaux de la famille.
- La contribution de la femme à l'économie locale est mal définie car sans référence
- L'homme dispose de l'argent pour payer les frais scolaires des enfants, les soins médicaux, les habits, ... et contribue à des événements d'ordre social tel que le mariage, le décès ou des cérémonies de baptême au village
- Un grand nombre d'hommes utilisent les revenus du ménage pour consommer la bière tout au long de la journée et pour convoiter les femmes
- Un grand nombre d'hommes ne contribuent pas à l'économie du ménage. En effet, bien que disposant de l'argent, ils vivent loin de leurs familles pendant plusieurs mois ou années et mènent une vie aisée dans les cantres d'exploitation des minerais ou dans le commerce, alors que la misère règne dans son ménage.

Recommandations

- Sensibiliser les femmes et les hommes sur leurs contributions en utilisant des outils appropriés comme l'horloge, la grille de 24 heures, etc.

- Evaluer le travail des femmes en chiffres de manière à faire ressortir sa contribution à l'économie du ménage
- Organiser des réunions de réflexion et de partage sur la contribution des hommes et des femmes à l'économie du ménage dans une perspective d'amélioration des apports respectifs, en particulier les hommes exerçant le commerce ambulante ou œuvrant dans les centres d'exploitation artisanale des minerais.

Q12.a. Niveau de développement

Thèmes/Catégories : Niveau de développement	EIF	EIH
Pas bon	9	4
Au moins bon	5	7
Bien assuré	4	2
Bas	1	2
Un peu bon	8	1
Bon	2	2
Faux	5	0
Absent	20	9
Encours	6	6
Médiocre	6	5
Très bon	14	19

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – Absent (RF) Très bon (RH)	20	19
2 – Pas bon (RF) Absent (RH)	15	9
3 – Très bon (RF) Un peu bon (RH)	14	8

Remarques

Les réponses à cette question sont très intéressantes. Nous constatons une vision opposée du niveau de développement selon les femmes et les hommes.

Pour les femmes, le développement est absent, n'est pas bon et 14 d'entre elles disent qu'il est très bon.

Quant aux hommes, le développement est très bon, ou absent, un juste un peu bon.

Tout d'abord, nous avons été surpris par le nombre de réponse qui ne correspond pas au nombre des personnes interviewées.

Il faudrait aussi émettre quelles hypothèses pour mieux comprendre les réponses faites par les hommes et les femmes :

- Réponses des hommes - leur fierté et la peur/honte de dire ce qu'ils pensent réellement ? leur rôle de décideur les oblige peut être à dire que tout va bien, puisque c'est de leur responsabilité ?
- Réponses des femmes – en fonction des rôles sociaux que la coutume leur a attribués, elles ne se sentent pas actrices du développement, alors elles expriment leur mécontentement, Pour elles, il n'y a pas de développement... Elles doivent au quotidien s'assurer de la bonne marche du foyer et faire en sorte que tout se passe bien... S'ajoutent aussi es questions spécifiques de zone de conflit ?
- Pour le territoire de Walungu par exemple, il est hors de question de parler développement dans un contexte d'insécurité permanente, de violences sexuelles faites aux femmes et aux filles
- D'une manière générale, les personnes interviewées reconnaissent d'une manière ou d'une autre l'inexistence du développement en mettant l'accent sur l'absence ou la dégradation des infrastructures sociaux, la mauvaise gouvernance, l'absence ou la faible représentation des femmes dans les instances de prise de décision au sein des services publics et sociaux, l'infertilité du sol et la baisse de la production agricole, le chômage des jeunes, le manque de cadres de renforcement mutuel et d'apprentissage aux métiers en milieux ruraux pour femmes et hommes, pas d'électricité ni eau potable, l'environnement est en continuelle dégradation, etc.

Quand les enfants n'étudient pas, pas de sources d'eau potable, l'environnement en perpétuelle dégradation, la production agricole en baisse, les moyens de transformations des produits agricoles manquant, les autorités n'approchent pas leurs sujets pour échanger sur ce qui va et ce qui ne va pas en vue de trouver de solutions conséquentes, les tâches et les rôles ne sont pas également repartis entre les femmes et les hommes et les filles et garçons, Tout ceci implique que le niveau de développement atteint à ce jour se montre très bas.

Recommandations

- Mettre en place, à Walungu, un cadre approprié permettant aux hommes et aux femmes de se réunir, échanger et exprimer leurs opinions sur le développement locale en mettant l'accent sur la participation égal des femmes et des hommes à son processus.
- Initier des rencontres entre les autorités et leurs administrés en vue d'identifier les problèmes prioritaires du territoire
- Mettre en place, à Walungu, un cadre d'apprentissage aux métiers et de renforcement mutuel des femmes et hommes, des filles et des garçons.

Q12.b. Forces

Thèmes/Catégories : Forces	EIF	EIH
Champs	25	33
Associations locales	14	21
Sécurité	3	1
Petit commerce	16	22
Elevage	34	36
Ecoles	7	5
Centre de santé	8	3
Routes	3	1
L'eau de source	13	5
Eglises	2	1

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 -élevage	34	36
2 -agriculture, champs	25	33
3 - petit commerce	16	22
4 -les associations locales	14	21
5 - l'eau de source	13	5

Dans la classification des réponses, nous retrouvons les 3 items déjà vus dans les questions concernant les sources et origines des revenus. Une petite différence existe puisque dans la question 4a et 4b, l'agriculture était en 1^{ère} position et ici la force majeure et l'élevage

Pour cette question sur l'identification des forces du territoire, nous avons fait un classement à 5 niveaux. En effet, il est important dans un DTPG, de prendre en compte la vision des populations sur les forces et les faiblesses de leur territoire.

Nous constatons qu'en 4^è et 5^è position, nous avons les associations locales et l'eau de source.

Pour les hommes, les associations locales semblent avoir une place importante dans les forces du territoire.

Pour mieux analyser les réponses, il est important de les croiser avec le tableau en annexe qui présente les forces et les faiblesses identifiées par les membres des 2 COPILs lors des séminaires-ateliers de formation.

Q 12. c. Faiblesses

Thèmes/Catégories : Faiblesses	EIF	EIH
Marginalisation des femmes	19	29
Infertilité du sol	20	36
Conflit foncier	18	32
Violences sexuelles	15	36
Pauvreté	19	25
Dirigeants incompétents	12	20
Maladies des plantes (mosaïque)	12	4
Exode rural	3	1
Pas d'électricité	24	11
L'eau potable	5	7
Prime exagérée	13	5
Famine	9	3
Analphabétisme surtout de femmes	7	2
Chômage	10	6
Manque d'élevage	8	3
Insécurité	3	6
Absence des infrastructures sociales	25	12
Absences des routes locales	9	2

Thèmes/Catégories : Faiblesses	EIF	EIH
Guerres à répétition	0	6
Maladie des animaux (peste, rage)	9	3
Maisons d'habitation mal construites	3	1
Absences de micro crédits	4	3
Manque d'encadrement surtout des femmes et des filles	4	0
Population non instruite sur le développement	4	0

Classement	Nb réponses	
	Femmes	Hommes
1 –faiblesses liées à la terre	38	68
2 –Absences d'infrastructures sociales (RF) Violences sexuelles (RH)	25	36
3 – Pas d'électricité (RF) Marginalisation des femmes	24	29
4 –Marginalisation des femmes (RF) Dirigeants incompetents (RH)	19	20
5 – Violences sexuelles (RF) Manques d'infrastructures sociales (RH)	15	12

Remarques

Les 6 items qui ont été le plus exprimés par les femmes et les hommes sont présentés dans le tableau ci-dessus.

En 1^{ère} position, les femmes et les hommes ont dit que la faiblesse majeure concerne la terre, aussi bien dans son infertilité que dans les conflits fonciers qui divisent les populations.

En seconde position, il est intéressant de noter que les hommes ont constaté que la seconde faiblesse du territoire portait sur les violences sexuelles alors que les femmes ont placé cette faiblesse en 5^{ème} position.

Dans le classement des réponses de femmes, on relève elles mettent en avant les faiblesses liées aux problèmes communautaires : manque d'infrastructures sociales, pas d'électricité...

En 4^{ème} position, les hommes reconnaissent la faiblesse des dirigeants et leurs incompétences.

Pour mieux analyser les réponses, il est important de les croiser avec le tableau en annexe qui présente les forces et les faiblesses identifiées par les membres des 2 COPILs lors des séminaires-ateliers de formation.

Recommandations

- Les infrastructures sociales qui existent sont insuffisantes, en état de dégradation et inaccessibles par toutes les couches sociales
- Les ressources naturelles représentent une grande opportunité, mais il se pose un problème d'accès et de contrôle de celles-ci par les hommes et les femmes,
- Il y a un manque criant de formation appropriée et de moyens des unités de transformation des produits locaux
- Le processus du développement connaît une impasse à cause de la mauvaise gouvernance locale et le déséquilibre de genre

- Les femmes sont affaiblies et découragées par les violences sexuelles dont elles sont victimes
- Les hommes dont les femmes ou des filles ont subi des violences sexuelles en leur présence ont perdu leur pouvoir de chef de famille et se sentent diminués.

Q 12.d. Solutions à envisager

Thèmes/Catégories : Solutions	EIF	EIH
Amélioration des infrastructures sociales présentes	6	2
Présences des infrastructures économiques, sociales, juridiques, culturelles	20	6
Construction et amélioration des maisons d'habitation	7	0
Amélioration de l'agriculture et élevage	12	4
Amélioration de routes locales	5	1
Présence de l'électricité	7	4
Multiplier les centres d'encadrement surtout des femmes	13	5
Soutien moral matériel	4	1
Payement de la prime des enseignants	4	0
Présence de travaux mutuels et formations diverses	3	1
Respect de lois et droits humains	6	4
Changement de comportement de l'Etat	8	3
Que nous ayons des engrais chimiques et des plantes nouvelles	1	1
Collaboration et sensibilisation	5	3
Scolarisation des filles	3	2
Que les autorités luttent contre la pauvreté en créant des emplois	1	4
Que la femme et l'homme puissent être au même niveau	4	2
Implication des femmes dans le développement	11	5

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 –amélioration, création de nouvelles infrastructures locales	38	13
2 –création de centre pour les femmes	13	5
3 – amélioration de l'agriculture et de l'élevage	12	4
4 –implication des femmes dans le développement	11	5
5 – respect des lois et des droits humains	6	4

Remarques

Les femmes ont apporté plus de proposition de solution que les hommes. Pour les hommes, les réponses ne montrent pas un réel classement car elles sont très éparpillées. Nous en prendrons compte lors de l'élaboration de plan d'action, suite aux travaux du DTPG.

En première position, femmes et hommes disent qu'il faut améliorer ou créer des infrastructures locales pour un bon développement.

Pour les femmes, l'absence des infrastructures sociales les rend de plus en plus vulnérables et accroît leur marginalisation. Notamment les écoles, les centres de santé, les adductions d'eau, l'électrification rurale, la création et la réhabilitation des routes de desserte agricole, etc.

Pour les écoles, il ne suffit pas seulement d'en créer davantage mais faciliter l'accès des filles à l'école. Car en effet, dans le contexte où c'est le parent qui continue à payer la prime de l'enseignant, son état de pauvreté lui pousse souvent à réduire le nombre des enfants à scolariser. Et dans ce cas, les filles sont les premières victimes de la déscolarisation précoce et même de l'analphabétisme au détriment des garçons.

Concernant les centres de santé et des hôpitaux, le problème se pose doublement : la distance qui sépare les villages de ces centres et l'accès aux soins. Il convient de signaler ici qu'à Walungu tout comme à Idjwi, les femmes qui attendent maternité sont obligées de parcourir des dizaines de kilomètres pour se faire assister par un personnel médical lors de l'accouchement. Avant l'accouchement, les plus prudentes prennent la précaution d'aller attendre des semaines ou des mois à l'hôpital pour éviter la surprise d'être transportée sur tête d'hommes pendant les contractions ou perde la vie. En termes d'accès, il faut noter qu'un grand nombre de femmes ont retenues pendant plusieurs mois dans les formations médicales après accouchement pour avoir manqué les frais y relatifs. La plupart d'entre sont utilisées dans les services de manutention en compensation à leur facture qu'elles n'ont pas su honorer.

Pour ce qui est des adductions d'eau, il convient de souligner que les changements climatiques ont entraîné le tarissement d'un grand nombre de sources d'eau potable dans les territoires de Walungu et Idjwi. Ainsi, non seulement la femme doit parcourir de longues distances à la recherche de l'eau, elles sont poussées à puiser l'eau dans des rivières ou tout simplement l'eau du lac, avec ce que cela peut entraîner comme conséquence sur la santé ainsi que de risque de noyade fréquemment enregistrées en territoire d'Idjwi.

Pour ce qui est de l'électrification rurale, rappelons qu'à Walungu tout comme à Idjwi, les cases et les huttes sont éclairées le soir par du feu issu du bois. C'est ce même bois qui sert à la cuisson des nourritures à au réchauffement de la case pour que la paille ou la chaume dont elles sont revêtues ne pourrisse pas à cause de l'humidité. Selon la coutume, c'est la femme qui doit approvisionner le manège en bois. Ce qui alourdit davantage ses tâches quotidiennes que l'initiative de l'électrification rurale peut alléger de manière significative.

Pour ce qui est des routes de desserte agricoles, leur création ou leur entretien influencerait les nantis à amener des camionnettes et de bus pour relier différentes localités entre elles et celles-ci avec les centres urbains. En effet, dans les milieux ruraux où il n'existe plus de route de desserte agricole, c'est le dos de la femme qui remplace tout autre moyen de transport.

Comme on peut la présence de ces différentes infrastructures dans les territoires de Walungu et Idjwi peuvent contribuer au développement de ces milieux. Mais ce développement est autrement perçu par les femmes et les hommes. Une telle situation peut s'expliquer par le fait que les femmes sont particulièrement touchées par l'absence de ces infrastructures.

Recommandations

- Se servir du DTPG dans l'élaboration du programme de développement du territoire de Walungu
- Organiser périodiquement d'autres études en vue de mesurer le niveau de changement entraîné par le DTPG
- Mettre en place, à Mugogo, la Maison des femmes et du genre
- Inscrire la création des nouvelles infrastructures et la réhabilitation de celles qui existent dans le programme de développement du territoire de Walungu
- Que les hommes et femmes qui ont contribué au DTPG comme enquêteurs soient cooptés dans les conseils de leurs villages respectifs afin d'éclairer les autres sur les axes de développement local à envisager
- Qu'une copie du rapport final du DTPG soit distribuée à toutes les autorités politico administratives et coutumières ainsi qu'à tous les chefs de villages du territoire de Walungu

5.2 ANALYSE DES RESULTAT DU TERRITOIRE D'IDJWI

Q1 : Qui assure l'éducation des enfants

Réponse	EIF	EIH	Total
F	72	56	128
H	6	17	23
F & H	22	26	48
	100	99	199

Arguments

Thème / catégorie d'argument	EIF	EIH	Total
Disponibilité de la femme	24	15	39
La femme a trop du temps	24	25	49
Complémentarité	16	22	38
Tâches réservées aux femmes	22	30	52
Polygamie	11	1	12
TOTAL	100	100	200

Remarques

- L'éducation des enfants ne peut être efficace que si la mère et le père sont convaincus de leurs responsabilités et les assument en complémentarité.
- Les enfants ne peuvent pas bénéficier d'une bonne éducation si leurs parents ont un mauvais comportement
- Les hommes doivent comprendre que l'éducation des enfants ne concerne pas les femmes seulement
- A l'âge de l'adolescence, les mères s'occupent de leurs filles et les pères de leurs fils
- Les adolescentes tombent souvent enceinte à cause du manque d'éducation sexuelle de la part de leurs mères
- Les églises aident les parents à éduquer moralement les enfants, pourvu que leurs parents aient une bonne moralité.
- L'absence prolongée de l'un des parents au domicile familial, en particulier les pères qui passent leurs temps dans les débits des boissons locales, est un facteur majeur de la déviation des enfants et des jeunes.

Recommandations

- L'éducation des enfants doit préoccuper les adultes à un plus haut degré. La vie de notre communauté de demain et son développement dépendent de l'éducation qu'ils ont reçue des parents en premier lieu.

- Que l'éducation des enfants soit inscrite dans le programme de planification participative du territoire d'Idjwi
- Que le COPIL en partenariat avec l'autorité territoriale mette en place un cadre d'échange et de concertation regroupant les femmes et les hommes sur la problématique de l'éducation des enfants du territoire d'Idjwi.

Q.2 Scolarisation et déscolarisation des filles et des garçons

Réponses	EIF		EIH		TOTAL
Scolarisés	130	242	100	231	703
Non scolarisés	188	233	190	56	667
TOTAL	318	475	290	287	1370

Remarques

Une réponse massive de la part des femmes et des hommes permet de constater que ce sont les garçons qui héritent.

Quand à la réponse en seconde position, les personnes ont exprimé que c'était aussi bien les garçons que les filles qui héritaient. Il existe cependant une différence entre les réponses de femmes et celle des hommes car il y a plus d'hommes que de femmes qui pensent que les deux peuvent hériter.

- Les hommes, seuls détenteurs de décision au niveau du ménage, préfèrent faire inscrire les garçons que les filles à l'école
- Les femmes retiennent leurs fillettes à la maison pour les aider à élever leurs jeunes frères et sœurs
- Les femmes préfèrent interrompre les études de leurs filles après l'école primaire pour les aider dans les travaux des champs et autres tâches du ménage
- Les hommes choisissent d'interrompre les études de leurs filles adolescentes pour que celles-ci trouvent vite un fiancé de qui il aura la dot.
- Le passage de la valeur de la dot d'une vache à deux ou plus pousse de nombreux parents à interrompre les études de leurs filles
- Les filles refusent de poursuivre les études supérieures pour éviter d'être traitée comme prostituée (il est connu au village que des filles se prostituent à l'université pour la simple raison qu'elles y portent des pantalons)
- Les garçons aiment les études plus que les filles, c'est pourquoi ils sont encouragés
- Les garçons peuvent corrompre leurs enseignants pour monter de classe, mais ils ne sont pas vulnérables aux violences et harcèlement sexuels par leurs camarades étudiants et leurs enseignants
- Les filles qui font l'université ne trouvent de mari une fois rentrés au village
- Les filles et les garçons ne trouvent pas de l'emploi après les études. A quoi bon de ne pas maintenir un de ses enfants à la maison pour aider les parents
- Les femmes suffisamment instruites ne manient pas correctement la houe

Recommandations

- Que les parents et les enfants soient informés et sensibilisés sur les questions de genre, égalité de sexes, droits humains (droits des enfants, violences basées sur le genre, etc....)
- Créer des centres de formation et d'apprentissage aux métiers (informatique, artisanat, agriculture, fabrication de petites unités de transformation des produits agricoles,...) en vue de combattre le chômage

- Créer des lieux de loisir sain pour jeunes garçons et filles en vue de réduire les inégalités liées au genre et la délinquance observée chez les jeunes
- Encourager les filles à poursuivre les études en s'occupant elles également que leurs frères garçons

Q.3 qui hérite ?

Réponses	EIF	EIH	TOTAL
Garçons	77	81	158
Filles	12	12	24
Filles + Garçons	8	3	11
La femme	3	4	7
Total	100	100	200

Une réponse massive de la part des hommes et des femmes dit que se sont les garçons qui héritent.

Arguments

Thème/catégorie d'arguments	EIF	EIH	TOTAL
Les garçons sont des responsables de plus	10	66	76
Seuls les garçons sont héritiers	52	52	104
Une contre partie aux filles divorcées et mariées	15	19	34
Les femmes seront mariées	5	30	35
La coutume reconnaît G seuls	10	11	21
Veuves sous responsabilité des cadets	5	27	32

Remarques

- Les champs sont devenus rares à cause de la démographie
- La production du manioc a baissé à cause de la présence d'une maladie dite "mosaïque du manioc"
- Il n'y a pas de groupement de producteurs agricoles par filière de production
- L'enclavement de l'île pose de problème d'évacuation des produits des champs vers des centres de consommation (Bukavu, Goma, Rwanda)
- Les travaux agricoles sont féminisés à outrance
- Manque des unités de transformation des produits agricoles pour améliorer le rendement des agriculteurs
- Les cultures industrielles ne profitent pas à la population
- Le caractère artisanal de la pêche expose les pêcheurs aux risques de noyades et ne leur permet pas de produire assez pour subvenir à leurs besoins.

Recommandations

- Les leaders communautaires doivent sensibiliser la communauté sur l'importance de l'agriculture dans l'économie locale et le bien-être individuel et communautaire en vue de valoriser ce secteur vital
- Former les jeunes garçons et filles sur les nouvelles techniques agricoles en vue d'améliorer leur production
- Mettre en place des groupements de producteurs par filières et assurer leur connexion avec des coopératives correspondantes de la province, du pays et de la région
- Créer des unités de transformation des produits agricole
- Aux autorités locales de mener un plaidoyer pour l'électrification et la dotation de l'île des moyens de transport appropriés

Q.4 Principales sources de revenus

Thème /catégorie	EIF	EIH	Total
Q 4/a - Culture vivrières			
Manioc	50	61	111
Haricot	21	30	51
Soja	20	39	59
Arachide	7	14	21
Banane	21	39	60
Canne à sucre	-	1	1
TOTAL	119	184	303
Q4/ b			
Cultures industrielles			
Café	34	51	85
Quinquina	30	31	61
Canne à sucre	33	41	74
Total A4/ b	97	123	220
Q4/c			
Elevage			
Vache	22	28	50
Dindon	46	20	66
Chèvre	34	32	66
Cochon	17	16	33
Poule	35	10	45
TOTAL	154	106	260
Q4/d.			
Petit commerce			
Vente des produits agricoles et élevage	51	47	98
Q4/e. Vente des services			
Métier / service	4	17	21
Coutume	16	13	29
Menuiserie	6	21	27
Maçonnerie	4	8	12
Pêche	0	6	6
Minerais et sable	30	36	66
TOTAL Q4.e.	60	101	161

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – (RF) Elevage (RH) Cultures vivrières	154	184
2 – (RF) Cultures vivrières (RH) Cultures industrielles	119	123
3 – (RF) Cultures industrielles (RH) Elevage	97	106

Remarques

Les 3 catégories dominantes de sources de revenus sont identiques selon les femmes et les hommes, mais avec un classement différent.

Les champs sont devenus rares à cause de la démographie.

La production du manioc a baissé à cause de la présence d'une maladie dite "mosaïque du manioc"

Il n'y a pas de groupement de producteurs agricoles par filière de production

L'enclavement de l'île pose de problème d'évacuation des produits des champs vers des centres de consommation (Bukavu, Goma, Rwanda)

Les travaux agricoles sont féminisés à outrance

Manque des unités de transformation des produits agricoles pour améliorer le rendement des agriculteurs

Les cultures industrielles ne profitent pas à la population

Le caractère artisanal de la pêche expose les pêcheurs aux risques de noyades et ne leur permet pas de produire assez pour subvenir à leurs besoins.

Recommandations

- Les leaders communautaires doivent sensibiliser la communauté sur l'importance de l'agriculture dans l'économie locale et le bien-être individuel et communautaire en vue de valoriser ce secteur vital
- Former les jeunes garçons et filles sur les nouvelles techniques agricoles en vue d'améliorer leur production
- Mettre en place des groupements de producteurs par filières et assurer leur connexion avec des coopératives correspondantes de la province, du pays et de la région
- Créer des unités de transformation des produits agricole
- Aux autorités locales de mener un plaidoyer pour l'électrification et la dotation de l'île des moyens de transport appropriés

Q5. a. Part de chaque membre du ménage

Réponses/ Parts de revenus	EIF	EIH	TOTAL
Femmes	61	38	99
Hommes	32	56	88

Q5. b. Qui décide de l'affectation de ces revenus ?

Réponses	EIF	EIH	TOTAL
Femme	0	0	0
Homme	100	96	196
Les deux (F et H)	-	4	4

Arguments pour ces réponses

Thème /catégorie de revenus	EIF	EIH	TOTAL
Revenus inconnus	40	28	68
Tout le monde travaille	12	17	29
La femme produit plus	15	9	24
L'homme et la femme produisent	17	34	51

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – (RF) Revenus inconnus (RH) Les 2 produisent	40	34
2 – (RF) Les 2 produisent (RH) Revenus inconnus	17	17
3 – (RF) La femme produit plus (RH) tout le monde travaille	15	17

Nous pouvons constater que cette question fut délicate. En effet, il est difficile de recueillir des informations concernant les revenus et de leurs affectations. En grande majorité, se sont les hommes qui décident de l'utilisation des ressources du ménage, même si les femmes sont des grandes contributrices.

Remarques

- Les femmes et les filles sont les principales productrices en vertu de leurs tâches quotidiennes
- La répartition sexiste des tâches entre les hommes et les femmes ne permet pas aux hommes et aux garçons de contribuer à la production agricole, principale source de revenus
- Le travail des femmes et des filles est invisible et n'est sujet à revenu, bien que celui-ci qui fait fonctionner le ménage au quotidien
- L'imposition de l'homme sur la gestion des revenus du ménage accroît la pauvreté et la crise de confiance au sein de la famille. D'où la résignation de certains membres, en particulier les femmes.

Recommandations

- Créer un cadre de dialogue entre les hommes, les femmes, les filles et les garçons en vue de redéfinir la répartition des tâches au sein du ménage
- Initier les membres de la communauté à l'esprit d'épargne et de mutualisation
- Préconiser une gestion concertée des revenus du ménage entre ses membres au lieu de laisser ce privilège au seul père de famille.
- Encourager l'éducation des filles pour être capable de mesurer leur part de contribution pour le fonctionnement de leur ménage et de participer activement à leur affectation.

Q6. a. Liste des personnes qui dirigent

Liste des dirigeants	EIF	EIH	TOTAL
Chef de groupement	80	99	179
Chef de village	99	100	199
Chef de quartier	97	97	194
Chef de famille	99	97	196
TOTAL	375	392	767

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – (RF) Chef de village et chef de famille (RH) Chef de village	99 + 99	100
2 – (RF) Chef de quartier (RH) Chef de groupement	97	99
3 – (RF) Chef de groupement (RH) Chef de famille et chef de quartier	80	97+97

Remarques

- Traditionnellement, la qualité de chef s'obtient non par compétence mais par sexe ou par parenté. Le chef est masculin, fils de tel de qui il a hérité ce poste.
- Tous les postes de responsabilité sont assumés par les hommes
- Les femmes sont butées deux contraintes pour accéder au poste de chef : la coutume qui lie la notion de chef à la masculinité et le niveau d'étude qui ne leur permet pas d'être compétitives sur le marché de l'emploi
- Des préjugés empêchent les filles et les femmes d'accéder à un certain niveau d'études ou d'exercer certaines fonctions au risque d'être assimilés à des prostituées.

Recommandations

- Associer la notion de chef à la notoriété, à la compétence, à la bonne moralité et à la gestion rationnelle de la chose publique et non au sexe masculin

- Que le pouvoir public et les acteurs du développement contribuent à la au renforcement l'émergence d'un leadership féminin au niveau local
- Que les femmes sortent de la torpeur en acceptant d'élire les femmes aux postes de responsabilité
- Que les femmes soient associées à des rencontres de discussion et d'évaluation de la gouvernance locale

Q6.b. Liste des infrastructures

Infrastructures	EIF	EIH	TOTAL
Ecoles	30	33	63
Eglises	18	19	37
Centre de santé	9	9	18

Remarques

- Les écoles existent, mais elles sont insuffisantes par rapport au nombre croissant des effectifs et la qualité des enseignements dispensés est médiocre et inadaptée
- Les salles de classes sont très surpeuplées
- Mis à part quelques écoles officielles, la plupart des écoles appartiennent à des églises
- Les églises sont nombreuses et leurs chefs ont une incidence remarquable sur la communauté, en particulier les femmes.
- Les hôpitaux sont peu nombreux, situés à des distances éloignées et les coûts de leurs services inaccessibles à tous
- Les routes de desserte agricole sont toutes en terre et en état de délabrement avancé
- Les marchés locaux fonctionnent en plein air une ou deux fois par semaine. Les taxes imputables par produits sur ce marché s'approchent du prix de revient de l'article, notamment les produits des champs et de l'élevage.
- Nombre insuffisant de quais et ceux qui existent présentent un danger car ils ne sont pas aménagés.
- Manque de courant électrique
- Pas de raccordement en eau potable

Recommandations

- Créer de nouvelles écoles et adapter les enseignements aux besoins identifiés pour le développement de l'île
- Tracer des routes de desserte agricole à l'intérieur de l'île et aménager des quais pour faciliter l'accostage des bateaux à Idjwi
- Construire et équiper des nouveaux hôpitaux et rendre leurs services accessibles aux plus démunis
- Construire des hangars et dépôts à toutes les places de marchés locaux et réduire et conduire un dialogue avec les autorités locales au sujet des produits taxables et leur valeur
- Assurer la fourniture en électricité du territoire ainsi que le raccordement en eau potable

Q7. a. Représentation des femmes et des hommes dans les structures locales de prise de décision

Thème / catégorie des réponses	EIF	EIH	TOTAL
▪ Représentation			
Education	17	41	58
Santé	21	31	52
Administration	0	48	48
▪ Non représentation			
Education	14	0	14
Santé	9	0	9
Administration	84	0	84
▪ Prise de décisions			
Education	0	100	100
Santé	0	100	100
Administration	0	100	100
▪ Non prise de décision			
Education	100	0	100
Santé	100	0	100
Administration	1000	0	1000

Q7. b. Justification de la faible représentation des femmes dans les services sociaux et leurs organes de prise de décision

Thème par catégorie	EIF	EIH	TOTAL
▪ Femmes auxiliaires			
Dans la santé	25	20	45
Dans l'éducation	22	22	44
Total	47	42	99
▪ Justification de la marginalisation des femmes			
Incapable de tout	0	15	15
Moins intelligente	1	5	6
Sans niveau d'études et analphabètes	18	20	38

Remarques

- Les femmes sont très faiblement représentées dans les instances de prise de décision et dans les services sociaux
- Cette absence quasi-totale des femmes dans les instances dans la structure hiérarchique des instances de prise de décision et dans les services sociaux explique en partie la non prise en compte des besoins des femmes et des filles ainsi que l'omission des intérêts stratégiques de cette catégorie des membres de la communauté lors de la conception et la mise en œuvre des projets de développement au niveau du territoire
- Dans les structures où les femmes sont présentes, elles jouent le rôle d'auxiliaire et ne peuvent donc décider ni influencer une quelconque décision au bénéfice des femmes.

Recommandations

- Encourager l'éducation des filles
- Créer des centres de formation pour les femmes et les hommes
- Répertoire toutes les femmes exerçant dans les services sociaux en vue mener un plaidoyer pour l'élévation de leurs grades et fonctions
- Mettre en place un cadre d'échange et de renforcement mutuel des femmes employées par les services publics et celles exerçant dans le secteur privé
- Encourager les parents à envoyer leurs filles à l'université et dans les instituts supérieurs techniques en vue d'être compétitives sur le marché d'emploi et accéder à des postes de responsabilité.

Q8. Accès aux ressources

Réponses/ accès équitable	EIF	EIH	TOTAL
Femmes	3	6	9
Hommes	89	86	175
Femmes et Hommes	8	8	16

Arguments

Elles sont incapables	1	20	21
Elles ne font que des travaux domestiques	32	28	60
Elles sont incompetentes et sans niveau d'étude	26	17	43
Les hommes sont aptes, intelligent et compétents	21	45	66

Classement	Nb réponses Femmes	Nb Réponses Hommes
1 – (RF) les F ne font que les travaux ménagés (RH) les hommes sont plus compétents et intelligents	32	45
2 – (RF) les femmes sont incompetentes et sans niveau d'étude (RH) idem	26	17 + 20
3 – (RF) les hommes sont plus compétents et intelligents	21	28

(RH) les F ne font que les travaux ménagés		
--------------------------------------------	--	--

Remarques

- L'accès à des ressources suppose l'existence des coutumes et lois qui le consacrent.
- La coutume reconnaît en la femme un être inférieur, incapable, moins intelligente et apte à faire les travaux domestique et champêtres
- Le champ et la houe qu'elle utilise appartiennent à l'homme
- La marginalisation de la femme a comme conséquence la féminisation de la pauvreté en milieu rural. Ainsi, la femme ne peut disposer ni d'un champ, ni d'une vache, ni d'un puits d'extraction des substances minières, d'une unité de pêche
- Quant une femme achète une chèvre, elle devient aussitôt une propriété de son mari qui en jouit un plein droit.

Recommandations

- Plaider pour l'élaboration et la stricte application des lois et coutumes claires consacrant l'accès égal des femmes et des hommes à des ressources.
- Plaider pour la mise en place des coopératives de crédit et d'épargne à Idjwi à des conditions accessibles aux femmes pour réduire la féminisation de la pauvreté
- Sensibiliser et informer la communauté sur les régimes matrimoniaux en vue de clarifier toutes les questions liées aux ressources du ménage en termes d'accès, de gestion et de contrôle.

Q9. Les échanges entre dirigeant et sujets

Thème / catégorie échange avec les dirigeants	EIF	EIH	TOTAL
▪ Pas d'échange			
Information	38	29	67
Communication	18	13	31
Dictature	46	56	102
Total	102	98	200
▪ Il a échange			
En cas de besoin	46	65	111
Réunion du village	47	35	82
Total	93	100	193
Fréquence des échanges			
Cas de besoins	32	51	83
Mensuels	4	13	17
Trimestriels	9	17	26
Pas de fréquence	55	19	74
TOTAL	100	100	200
▪ Méthodologie des échanges			
Discours	58	70	128
Exposé	25	28	53

Thème / catégorie échange avec les dirigeants	EIF	EIH	TOTAL
Conférence	17	17	34
Total	100	115	215

Remarques

- Dans tous les villages, il n'existe pas de cadre approprié servant de lieu de réunion entre le chef et ses sujets. Les réunions ont lieu en plein air, dans la cour du chef
- Les réunions sont organisées sous forme d'information au cours de laquelle le chef de village transmet à ses sujets les instructions en provenance de la hiérarchie (chef de chefferie, administrateur du territoire, services publics du territoire, etc.
- Le format de ces réunions est souvent le discours prononcé par le chef. Les sujets interviennent, non pas pour exprimer leurs opinions, mais pour demander plus d'éclaircissement sur le contenu du message du chef.
- Les femmes et les filles ne sont pas généralement invitées à des réunions organisées par le chef de village. Et si elles se retrouvent par hasard, elles ne peuvent pas s'exprimer librement à cause de l'intolérance et le stigma par les hommes ni leur opinion être prise en compte.
- Les réunions sont circonstancielles et donc, sans périodicité concertée ni connue par la population.

Recommandations

- Que le chef en concertation avec ses sujets, élabore un calendrier des tenues des réunions
- Ces réunions traitent de la vie de la communauté en général et statuent sur des stratégies de développement à envisager
- Que les femmes et les hommes y soient également représentés et leurs opinions également prises en compte
- Le chef de village joue le rôle de modérateur, ne dicte en rien son point de vue et ne prend pas de décision unanime sans le consentement des participants.
- Ces réunions doivent donner lieu à la réalisation des travaux communautaires pour le développement du milieu, mais aussi un lieu d'évaluation de la gouvernance locale.

Q 10. Pour vous, quel est le rôle majeur de la femme dans votre village

Thème/ rôle majeur de la femme	EIF	EIH	TOTAL
• Travaux domestiques			
Préparer à manger	24	36	60
Assurer la propreté	23	20	43
Arranger le lit	12	18	30
Piler et chercher le bois	15	8	23
Puiser de l'eau	16	6	22
Lessiver les habits	18	18	36
• Réunir la communauté	13	8	21
• Mettre au monde des enfants	31	35	66
• Eduquer les enfants	17	7	24
Scolariser les enfants	16	11	27
Garder les enfants	21	19	40
• Activités économiques			
Travaux des champs	55	60	115

Thème/ rôle majeur de la femme	EIF	EIH	TOTAL
Petit commerce	14	9	23
Transport marchandises	29	13	42
Elevage	4	4	8
• Sans rôle	1	24	25
• Laver les enfants	25	7	32
• Faire la vaisselle	4	3	7

Remarques

- Le rôle de la femme reste invisible
- Il s'articule autour de la production (travaux domestiques, champêtres et petit commerce) et la reproduction (mettre au monde et élever les enfants)
- Son rôle social se définit en ce qu'elle sert de trait d'union entre deux familles à travers le lien de mariage

Recommandations

- Organiser des séances d'échange et d'édification de la communauté sur le rôle que joue la femme dans la survie des ménages et le développement local en vue de réduire les différentes formes de marginalisations auxquelles elles font face
- Impliquer les médias pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes à l'endroit des femmes dans le souci de rendre visible leur rôle dans le développement local
- Organiser des ateliers de réflexion sur le rôle de la femme à l'intention des hommes et des femmes pour susciter la prise de conscience des femmes sur leur rôle ainsi que de leur permettre d'avoir confiance en elles-mêmes.

Q11. a. Contribution des femmes au développement

Catégorie/ contribution des femmes	EIF	EIH	TOTAL
• Education			
Scolarisation	17	29	46
• Travaux domestiques			
Lessiver les habits	14	11	25
Soins des enfants	29	26	55
• Activités économiques			
Agriculture / élevage	72	45	117
Commerce	8	15	23
Transport marchandise	22	15	37
Unir la famille	8	16	24
Sans contribution	1	16	17
Propreté de la maison	9	10	19
Responsable de la démographie	10	4	14

Q11.b. Contribution de l'homme au développement

Catégorie / contribution des hommes	EIF	EIH	TOTAL
• Travaux communautaires			
Entretien des routes	56	67	123
Construction école, hôpitaux	9	7	16
• Activités économiques			
Commerce	19	17	36
Agriculture ; élevage	25	29	54
Pêche	17	35	52
• Education des enfants	11	33	44
• Transport des malades	36	49	85
• Sécurité de l'entité	4	39	43
• Rendre justice	8	8	16

Remarques

- En se référant à l'outil grille journalière de 24 heures (Temps des femmes et temps des hommes), l'on se rend bien compte que la femme travaille beaucoup et ne dispose que moins de 5 ou 4 heures de repos par jour
- Le travail de la femme reste invisible, inquantifiable et non rémunéré
- Loin d'être un travail, les activités quotidiennes de la femme répondent à deux préoccupations majeures : honorer son mari et subvenir aux besoins vitaux de la famille
- Quant un homme construit une case, il ne mesure pas la contribution de la femme dont l'approvisionnement en vivres a permis au mari de réaliser des économies
- Si on compare les frais scolaires à la ration alimentaire, il y a lieu de voir que c'est la femme qui apporte plus pour la famille.
- La contribution des hommes est quantifiable car elle est faite des espèces, du nombre de chèvres envoyés aux frères et amis pour contribuer au mariage ou à une cérémonie de deuil, le nombre de Calebasses de bières fournies, les frais scolaires par élève, etc.
- Un grand nombre d'hommes utilisent les revenus du ménage pour prendre la bière tout au long de la journée et pour convoiter les femmes

Recommandations

- Sensibiliser les femmes et les hommes sur leurs contributions en utilisant des outils appropriés comme l'horloge, la grille de 24 heures, etc.
- Evaluer le travail des femmes en chiffres de manière à faire ressortir sa contribution à l'économie du ménage
- Organiser des réunions de réflexion et de partage sur la contribution des hommes et des femmes à l'économie du ménage dans une perspective d'amélioration des apports respectifs, en particulier les hommes exerçant les activités de pêche dans des sites éloignés de leurs domiciles.

Q12.a. Niveau de développement

Niveau	EIF	EIH	TOTAL
Bas	30	61	91
Trop bas	72	39	111

Remarques

Quand les enfants n'étudient pas, pas de sources d'eau potable, l'environnement en perpétuelle dégradation, la production agricole en baisse, les moyens de transformations des produits agricoles manquant, les autorités n'approchent pas leurs sujets pour échanger sur ce qui va et ce qui ne va pas en vue de trouver de solutions conséquentes, les tâches et les rôles ne sont pas également repartis entre les femmes et les hommes et les filles et garçons, Tout ceci implique que le niveau de développement atteint à ce jour se montre très bas.

Recommandations

Il s'avère important de mettre en place un cadre où les membres de la communauté, femmes, hommes et dirigeants y compris doivent se rencontrer régulièrement pour dresser l'état de lieux de leur localité et rechercher des solutions communautaires et concertées aux problèmes collectivement identifiés et admis par tous.

Q12. b. Forces et faiblesses

Catégorie / forces	EIF	EIH	TOTAL
• Services sociaux			
Ecoles	19	25	44
Centres de santé	29	16	45
Associations féminines	6	10	16
Quai d'accostage	17	17	34
Petit marché	33	37	70
• Forces naturelles			
Lac Kivu	61	62	123
Gaz méthane	17	42	59
Champs fertiles	87	81	168
Population courageuse	38	52	90
Pas d'insécurité	99	98	197
Implication des chefs coutumiers dans le développement	43	34	77
Agriculture et élevage	61	74	135
<i>Insuffisance des infrastructures</i>			
Ecoles non construite	11	28	39
Routes non aménagés	32	28	60
Pas de prison	54	67	121
Pas d'électricité	73	98	171
Centre de santé sans matériels	44	18	62
Pas d'ONG	23	56	79
Enclavement de l'île	13	22	35
• Non respect des droits humains			

Catégorie / forces	EIF	EIH	TOTAL
Grossesses précoces	65	67	132
Mariage précoces	42	45	87
Analphabétisme	71	49	120
Non intégration des femmes dans les activités étatiques	53	16	69
Forte densité population	4	25	29

Remarques

- Les infrastructures sociales qui existent sont insuffisantes, en état de dégradation et inaccessibles par toutes les couches sociales
- Les ressources naturelles représentent une grande opportunité, mais il se pose un problème d'accès et de contrôle de celles-ci par les hommes et les femmes,
- Il y a un manque criant de formation appropriée et de moyens des unités de transformation des produits locaux
- Le processus du développement connaît une impasse à cause de la mauvaise gouvernance locale et le déséquilibre de genre

Q12.c. Solutions

Thème / catégorie solution	EIF	EIH	TOTAL
• Activités économiques			
Encadrement des agriculteurs et éleveurs	40	51	91
Moderniser la pêche	2	22	24
Promouvoir les activités génératrices de revenus	15	35	50
Travail en synergie	39	28	67
Création de l'emploi	16	41	57
Exploiter le gaz méthane du Lac Kivu	9	41	50
Créer des industries de transformation des produits agricoles	20	34	54
• Infrastructures			
Avoir l'eau potable	11	6	17
Réhabiliter les routes	14	20	34
Création des centres d'alphabétisation	32	33	65
Identifier l'entité	11	28	39
Construire des écoles	3	32	35
• Education civique			
Sensibilisation sur les droits humains	28	35	63
Non intégration des femmes dans les services étatiques	43	16	59
• Forte densité de population	4	19	23
• Immoralité			
Viol	19	13	32
Ivresse	19	11	30
Jalousie	4	4	8

Thème / catégorie solution	EIF	EIH	TOTAL
Conflits fonciers	40	52	92
• Baisse de l'économie			
Non Encadrement des agriculteurs et éleveurs	55	49	104
Pêche artisanale	2	24	26
Non exploitation du gaz méthane du Lac	7	41	48
Manque d'unités de transformation des produits agricoles	48	48	96
• Niveau étatique			
Impunité	45	64	109
Corruption	29	39	68
Inactivité des autorités politico-administratives	26	35	61
Chômage	10	14	24
Apprendre aux femmes leurs droits	51	18	69
Sensibilisation sur les MST/et IST	27	29	56
Vulgariser la loi sur les violences sexuelles	40	32	72
Impliquer la femme dans les activités génératrices de revenus	12	0	12
Intégrer la femme dans les activités étatiques	13	0	13

Remarques

1. Domaine économique

- *Encadrement des agriculteurs et éleveurs*
 - Restaurer le service de moniteur agricole du ministère de l'Agriculture en vue d'accompagner techniquement les agro-éleveurs
 - Créer des Centres de formation et écoles de techniques vétérinaires et agronomiques
 - Initier les agriculteurs/trices d'Idjwi sur les approches innovatrices en agriculture, notamment le Champ Ecole Paysan et l'Ecole Pratique d'Agriculture et de Vie en vue d'améliorer leur rendement
 - Tracer et/ou réhabiliter des routes de desserte agricole à l'intérieur de l'île
 - Doter le territoire d'Idjwi de moyens de transport par voie lacustre permettant à ses habitants d'échanger avec leurs voisins et évacuer les produits agricoles et miniers
- *Moderniser la pêche*
 - Former les pêcheurs en technique de pêche semi-industrielle et industrielle
 - Doter les pêcheurs d'Idjwi des bateaux de pêches adaptés au lac Kivu ainsi que des intrants y relatifs
 - Initier les pêcheurs d'Idjwi en techniques de séchage, de stockage et commercialisation des produits de pêche
- *Promouvoir les activités génératrices de revenus*
 - Créer des coopératives d'épargne et de crédit aux conditions accessibles à tous, en particulier aux femmes
 - Développer le secteur touristique

- Que l'Etat subventionne les petites et moyennes entreprises au lieu de les étouffer des taxes multiples
- Développer l'artisanat
- *Organiser un travail en synergie*
 - Mettre en place des réseaux et collectifs de producteurs par filière de production
 - Connecter ces réseaux/collectifs à d'autres réseaux et plateformes régionaux et provinciaux en vue de faciliter l'échange d'expériences et de produits
- *Exploitation du gaz méthane du lac Kivu*
 - Mener un plaidoyer auprès des dirigeants congolais en vue de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu
 - Organiser une rencontre pour élaborer un cahier de charge à présenter aux autorités pour permettre à la population d'Idjwi de tirer profit de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu et prendre des mesures de protection de l'environnement.

2. Domaine des infrastructures

- *Avoir l'eau potable*
 - Entreprendre l'aménagement des sources existantes et es travaux d'assainissement des sources précédemment aménagées
 - Planter les arbres pour sur les flancs des montagnes
 - Recourir aux forages là où les sources d'eau sont inexistantes
 - Bouillir suffisamment l'eau du lac avant tout usage domestique ou de boisson
 - Mener un plaidoyer pour l'approvisionnement de l'île en eau potable auprès des instances étatiques compétentes
- *Réhabiliter les routes de desserte agricole*
 - Tracer ou actualiser la cartographie des routes de desserte agricole du territoire
 - Inscrire les routes de desserte agricole dans le programme de développement du territoire
 - Mobiliser la population pour les travaux de cantonnage manuel en vue d'assurer la praticabilité des pistes existantes
 - Mener un plaidoyer auprès des ONG et des autorités publiques pour le traçage de nouvelle routes et les travaux d'envergure sur les pistes existantes comme la construction des ponts, caniveaux, des égouts, etc.
- *Création des centres d'alphabétisation*
 - Sensibiliser la communauté sur l'importance de l'écriture et la lecture
 - Identifier les ressources matérielles et humaines disponibles
 - Organiser une formation des formateurs/trices des alphabétiseurs/alphabétiseuses
 - Rechercher des modules de formation
 - Acquérir les locaux et les matériels nécessaires aux apprenants/tes
 - Initier des activités post-alphabétisation
- *Identifier l'entité*
 - Mettre à jour la cartographie du territoire avec ses ressources naturelles et humaines disponibles
- *Construire de nouvelles écoles*
 - Faire l'état de lieux des écoles primaires et secondaires existantes
 - Identifier leurs forces et faiblesse
 - Elaborer un plan d'implantation de nouvelles écoles en se référant au besoin en ressources humaines et capacités techniques nécessaires au déclenchement du développement du territoire

3. Education civique

- *Sensibilisation sur les droits humains*
 - Informer et sensibiliser la communauté sur les droits humains
 - Sensibiliser la communauté sur les droits des femmes ainsi que sur les violences basées sur le genre
 - Sensibiliser les hommes et femmes sur la démocratie, les élections et la citoyenneté
 - Mettre en place un observatoire des violations des droits humains en territoire d'Idjwi
- *Assurer l'intégration des femmes dans les services étatiques*
 - Mener un plaidoyer pour l'égalité des sexes lors des recrutements dans les services sociaux et les instances de prise de décision en territoire du Sud-Kivu
 - Organiser un apprentissage et une formation professionnelle des femmes et filles
 - Intégrer les filles et les femmes dans les services sociaux locaux et au niveau des organisations de la société civile à la base.

4. Non respect des droits humains, corruption, mauvaise gouvernance, conflits fonciers, viol et violences basées sur le genre

- Lutte contre l'impunité
- Restauration de l'appareil judiciaire à différents niveaux
- Mise en place de la justice de proximité par le rapprochement des juridictions des justiciables.
- Se mobiliser pour élire librement et objectivement ses dirigeants sur base de critères d'honnêteté, de compétence et de respect du bien public
- Instauration d'un état de droit

5. Renforcement des capacités des femmes sur les droits humains, prévention du VIH-sida, lutte contre les violences sexuelles, implication dans les activités génératrices de revenus, leadership féminin et intégration dans les services étatiques. „„

Les solutions préconisées

- Que les femmes aient un lieu où elles peuvent se réunir avec les hommes pour discuter de toutes ces questions
- Que la femme et la fille d'Idjwi ait un lieu approprié où elle peut accéder à l'apprentissage au métier en vue de l'amélioration de ses conditions de vie et celles de sa famille
- Que les femmes d'Idjwi identifient des leaders féminins qui, à leur tour, formeront les autres en vue de l'émergence d'un leadership féminin local
- Que la population d'Idjwi dispose d'un cadre multidisciplinaire où hommes et femmes échangent et débattent des questions de développement en vue d'un renforcement mutuel et dans une perspective d'autonomisation.
- Que SAMWAKI et Aster International distribue aux autorités provinciales et territoriales les résultats du DTPG en vue de s'en servir dans l'élaboration des projets et programme de développement local.

5.3 ETUDE COMPARATIVE DES DEUX TERRITOIRES

Les premiers retours sur les enquêtes exploratoires montrent que les enquêtes ont permis d'initier plusieurs questionnements sur les rapports hommes-femmes et sur la place des femmes dans la société. Il ressort essentiellement que le rôle des femmes est de donner la vie, assurer les travaux domestiques, les soins aux enfants, et mener une activité économique (travaux des champs, élevage, petit commerce...).

Les premières tendances qui se dégagent sur les deux territoires sont qu'outre les discriminations dont elles sont victimes, les femmes n'ont pas de pouvoir décisionnaire et qu'elles ne sont pas conscientes de leurs

apports au ménage. Les coutumes et interdits traditionnels sont encore très présents dans les communautés. Par exemple l'interdit qui est fait aux femmes d'enterrer les morts, ou de se coucher après leur époux est généralement observé par les personnes enquêtées, sans pour autant être questionné. Les entretiens et focus groups ont justement permis d'entamer les bases d'une réflexion sur ces habitudes. Un travail sur le vocabulaire a permis de mettre en lumière les notions associées à tel ou tel sexe. En Mashi, femme se dit « mukazi ». Ce mot est formé de « mu » : « muntu » qui signifie personne humaine, « ka » : « kazi » qui signifie travail, et « zi » : « mazi » qui signifie engrais. Le mot « homme » se dit « cubaka », ce qui signifie le constructeur.

Plusieurs suppositions ont été faites pour expliquer les inégalités entre hommes et femmes comme la supériorité de l'homme sur la femme, le respect des coutumes, la représentation mentale que l'on se fait des femmes, ou le manque d'estime de soi de celles-ci. L'enclavement de nombreuses zones a également été soulevé pour expliquer la persistance des coutumes. Les résistances observées sur certains points sont véhiculées à la fois par les hommes et aussi par les femmes, qui ne sentent pas concernées par les prises de décisions par exemple.

6 PREFIGURATION D'UNE MAISON DES FEMMES

6.1.1 *Présentation du concept de la maison des femmes selon Aster-International*

À la précarité des conditions de vie des populations, le manque d'accès à l'éducation, la malnutrition, s'ajoutent la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'inexistence de structures de formation adaptées, l'éloignement et le manque de structures de santé, ainsi que la faible organisation des acteurs sociaux.

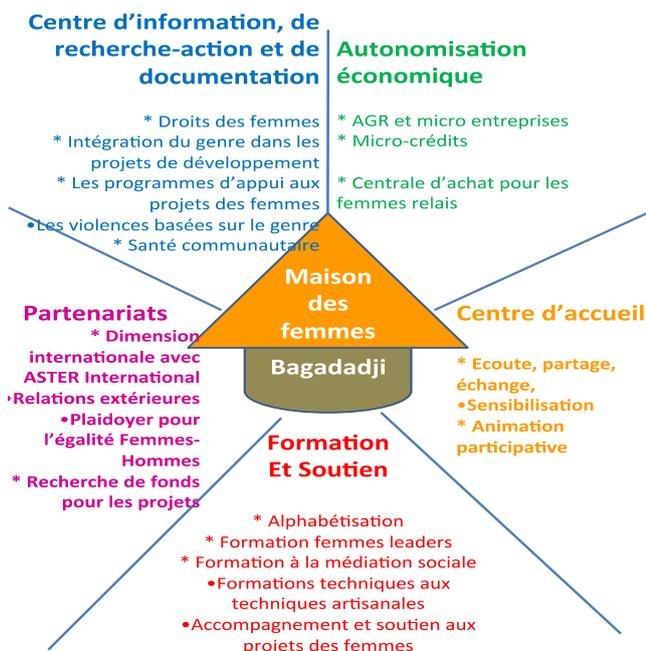
Les femmes demeurent les plus vulnérables, victimes à la fois des pesanteurs socioculturelles et de politiques de développement inadaptées. Le projet de Maison des femmes doit partir des besoins des femmes elles-mêmes, de leurs potentiels et de leurs capacités de leadership. Il vise à :

- Favoriser une approche globale de l'éducation des femmes: santé reproductive, alphabétisation, microcrédits, microprojets, environnement...
- Dans le cadre d'une approche genre et développement, faciliter la satisfaction des besoins en vue d'une lutte contre la pauvreté et d'un équilibre entre les rôles masculins et féminins,
- Réaliser à long terme un développement durable de la micro-région.

Il s'agit concrètement de créer un lieu-ressources : lieu de rencontre, d'information, de formation et d'accompagnement des initiatives pour les femmes de la zone. Les premières activités sont traditionnelles (artisanat divers...), mais doivent évoluer vers de nouvelles activités notamment par l'organisation de l'accueil de groupes dans les villages (tourisme solidaire, organisation de séminaires des O.N.G.). La nécessité d'amélioration des infrastructures, la formation des femmes, un partenariat entre pouvoirs publics et société civile qu'exigeront ces initiatives, vont ouvrir des perspectives à la fois de promotion des femmes et d'un développement durable qui combinerà des volets sociaux, économiques, et environnementaux (valorisation du paysage, entretien des villages, lutte contre les feux de brousse...)

Une Maison des femmes doit être complètement intégrée dans le tissu social des territoires d'Idjwi et Walungu. C'est également le cas pour les femmes-relais qui, de retour dans leur village, rapportent ce qu'elles ont fait là-bas aux autorités locales et religieuses, ainsi qu'à la population.

Schéma d'activités d'une Maison des Femmes



A ce jour, un projet a été élaboré pour la mise en place de **neuf Maisons des Femmes et de l'Egalité** pour l'autonomisation des femmes dépendant de l'économie informelle en milieux urbains et ruraux, dans province du Sud-Kivu, ville de Bukavu, territoires de Walungu, Kabare Idjwi, Kalehe, Mwenga, Shabunda, Fizi et Uvira.

Les Maisons des femmes et de l'égalité visent à promouvoir le changement socio-économique des personnes dépendant de l'économie informelle par leur structuration en filières de production, leur formation pour renforcer leurs compétences et leurs connaissances ainsi que par la mise à leur disposition des outils leur permettant de créer des liens avec des organismes étatiques et non étatiques pour leur durabilité. Ces espaces multifonctionnels seront animés par des méthodes participatives incluant aussi bien les femmes et les hommes impliqués dans ce projet que tout autre acteur/trice économique, politique, social des territoires.

- Amélioration des moyens de subsistance des groupes vulnérables. Les Maisons des femmes et de l'égalité ont pour finalité de promouvoir l'autonomie des femmes et des hommes marginalisés et vulnérables et ceux/celles dépendant de l'économie informelle, parmi lesquelles les femmes, les personnes vivant avec handicap, les enfants et les personnes âgées.

- Développement des compétences et enseignement et formation professionnels : L'inaccessibilité à la formation professionnelle constitue un des motifs majeurs de la stagnation du secteur informel

- Promotion du travail productif : Il s'agit ici de pousser les personnes exerçant dans le secteur informel d'accroître leur productivité par le biais de la formation. Le projet vise à réduire les inégalités de genre dans le

secteur de l'économie informelle. L'accès aux services sociaux de base garanti par l'autonomie des personnes œuvrant dans le secteur informel aura aussi pour effet d'accroître la production.

- Cohésion sociale : Il s'agit de créer des liens entre les groupes employés dans le secteur informel et les associations locales de développement et les services étatiques. L'espace multifonctionnel d'une Maison des femmes permettra également une cohésion entre femmes et hommes.

- Dialogue social; les maisons des femmes et de l'égalité encourageront le dialogue social entre ses membres d'une part et d'autre part entre ceux-ci et les autorités locales à différents niveaux. Ce dialogue permettra de réduire les inégalités de genre dans le secteur de l'économie.

- Couverture plus large des systèmes de protection sociale : Une fois les Maisons des femmes et de l'égalité structurées et dotées d'une coordination selon les filières représentées, les intérêts et les droits des groupes marginalisés et vulnérables seront mieux défendus et protégés,

- Contribution à l'élimination des pires formes de travail des enfants. Des milliers d'enfants ont quitté le village pour se réfugier en ville où ils exercent de nombreux métiers dans le secteur informel, notamment dans les travaux ménagers et le petit commerce. Ils/elles fuient pour la plupart la pauvreté dans laquelle vivent leurs parents. Certains sont d'ailleurs poussés par leurs parents en vue de les aider à acquérir un supplément de subsistance. La rentabilisation du secteur informel en milieux ruraux peut contribuer significativement à réduire le nombre d'enfants travailleurs en ville.

Les résultats particuliers attendus et visés sont :

- améliorer les moyens de subsistance des groupes cibles, particulièrement les femmes, au niveau national ou régional en facilitant l'accès aux services, en luttant contre les obstacles aux opportunités économiques, en renforçant les capacités de production et en développant les compétences en vue d'améliorer l'employabilité et de faciliter la génération de revenus ou développement des marchés locaux et régionaux.

- renforcer la résilience/réduction des risques et assurer une plus grande équité pour les groupes marginalisés en les faisant bénéficier de programmes de protection sociale, notamment en leur garantissant l'accès aux services sociaux, en particulier les services de santé et d'éducation par déclaration de naissance et enregistrement des mariages à l'état civil, l'accès égal des filles et des garçons à des ressources, à l'éducation et à la formation professionnelle, etc.

- autonomiser les personnes marginalisées et les personnes dépendant de l'économie informelle et les organisations qui les représentent, en les aidant à faire entendre leur voix aux niveaux national et local par le renforcement des capacités de dialogue social entre les membres de la communauté et les dirigeants à la base

7 CONCLUSION

L'expérience de ce DTPG fut riche et fructueux. De nombreuses difficultés n'a pas permis à Aster-International et SAMWAKI de suivre la planification élaborée au démarrage du projet : insécurité, difficultés de ce déplacer, manque de financement (une grande partie du projet s'est fait d'une façon entièrement bénévole), réorganisation de coordination au niveau du COPIL Général...

Le processus du diagnostic est aussi important que les résultats de celui-ci. Aujourd'hui SAMWAKI et Aster-International travaillent ensemble pour créer les maisons des femmes et de l'égalité, portées par les associations locales membres de SAMWAKI , avec l'appui d'Aster-International.

Les données recueillies sur la réalité des 2 territoires servent aujourd'hui à SAMWAKI dans l'élaboration de ses stratégies et programmation d'action. La connaissance approfondie des 2 territoires, conduite par des méthodes participatives ont permis à tous les participant-e-s et les populations concernées de mieux comprendre leurs situations afin de mieux agir en décidant leurs rôles, les évolutions et les changements sociaux nécessaires à apporter pour un meilleur développement local.

La formation des 2 COPILs locaux a été une réelle plus value et un renforcement de capacité aussi bien dans les méthodes que dans l'élaboration d'outils d'analyse d'un territoire avec ses acteurs/actrices.

ANNEXES

ANNEXES DU RAPPORT DTPG

DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTICIPATIF INTEGRANT LE GENRE

SOMMAIRE

1. Analyse des Forces/Faiblesses/Opportunités/Menaces de chaque territoire	78
2. Guide d'entretien des focus groups.....	82
3. Guide d'entretien individuels.....	84
4. Outils de traitement des entretiens individuels	86

8 ANALYSE DES FORCES/FAIBLESSES/OPPORTUNITES/MENACES DE CHAQUE TERRITOIRE

Territoire d'IDJWI

Forces	Faiblesse	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Des chefs coutumiers mènent des actions de développement - Pas d'insécurité territoriale - Sol fertile (présence des agricoles, animaux) - Elevage, exportation des cafés, maniocs, dindons - Création des nouvelles écoles, universités, minerais 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque des moyens d'exploitation des produits - Enclavement par l' - Faible exploitation des minerais par les autochtones au profit des extérieurs venant de Walungu, Kabare,...les originaires d'Idjwi cultivent mais ne sont pas dans les mines - Forte densité due aux émigrations - Lac exploité par les étrangers - Abandon des études par les jeunes filles, grossesses précoces - Route non réhabilitée, manque d'ONG internationale, locale - Faible approvisionnement en eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication des femmes dans le monde associatif - Accessibilités aux pays et provinces voisins (Goma, Rwanda, Bukavu) - Présence des Eglises (Catholiques, Protestantes, Musulmanes) - Nombreuses associations - Conservation de la nature 	<ul style="list-style-type: none"> - Les hommes s'intéressent moins aux actions des associations et découragent les femmes - Conflits fonciers - Elevage en divagation - Noyade dans le lac Kivu à cause des moyens de déplacement inadaptés - Maladies des plantes et des bêtes - Pauvreté, haine.
<ul style="list-style-type: none"> - Construction de pont et de quais d'accostage - Présence de l'eau avec le lac - Eau potable avec les adductions - Production de fruits (ananas, bananes) - Carrières minières et de sables - Moyens de transport - Moyens en terre pour les champs - Réseau de communication. - Exportation du quinquina 	<p>Marginalisation des femmes Fort poids de la coutume</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'emploi pour tous particulièrement pour les jeunes diplômés - Pas suffisamment d'adduction d'eau sur toute l'île - Les violences basées sur le genre (toutes les tâches ménagères pour les filles et hommes) - Analphabétisme - Manque de moyen de transformation de nos produits locaux (Comment faire du jus 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des moyens de transport - La radio communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Déboisement par les réfugiés - Les hommes s'intéressent moins aux actions de développement - Pour les sensibilisations sur le planning familial uniquement les femmes, les hommes ne s'en occupent pas - Conflits liés aux fonciers, et à la terre - Vagabondage des troupeaux qui ravagent les champs de manioc, pas de répression alors tout le monde fait ce qu'il veut. - Maladie de la banane - Maladie des bêtes car pas de vétérinaires

Forces	Faiblesse	Opportunités	Menaces
	<p>et conserver)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il n'y a plus de prison, à ce jour les prisonniers ne sont pas retenus et s'enfuit. - Violences sexuelles, ceux qui font cette violence peuvent s'enfuir - Pas de tribunaux : vers qui aller se plaindre. Il suffit de donner de l'argent pour que la personne n'aille pas en prison - Pas de formation des policiers, et drame de meurtre. - Autorités administratives sont inactives et ils se disputent entre eux. - Faiblesses de gouvernances 		<ul style="list-style-type: none"> - La haine : si quelqu'un émerge il sera tout de suite abaissé – jalousie contre la réussite. - Pauvreté - Problème des Cabonbas.

Territoire de WALUNGU

Forces	Faiblesse	Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Petit commerces - Présence des associations de développement et ONG - Existences d'hôpitaux et CS 	<ul style="list-style-type: none"> - Infertilité du sol - Conflits fonciers - Exigüité des terres arabes - Dirigeants parfois incompetents - Marginalisation des femmes - Pauvreté, analphabétisme des élèves et des femmes - Insuffisance des infrastructures sociales, médicales et de personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> - les associations - Les ONG - Malgré champs infertiles, les femmes cultivent - Les Eglises contribuent au développement de la morale de la population - Mentalités des hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre à répétition - Pauvreté, jalousie mal placée - Maladies des plantes et des bêtes - Malnutrition - Taxes illégales - Routes non aménagées - Déboisement des forêts
<ul style="list-style-type: none"> - Taux de scolarisation des filles - À ce jour le calme est là - Participation des femmes dans le monde associative. Elles deviennent utiles à la société - Présence de radio communautaire (4 radios) - Centre de négoce - Réseau de communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des champs (la population de base d'accède pas à ces terres) - Déscolarisation des filles au secondaire et à l'université - Les marchés qui ne fonctionnent pas tous les jours : si on n'a pas de terre on peut acheter au marché, si pas de marché dégradation de l'alimentation - Approvisionnement des denrées alimentaires en provenance des pays étrangers - Chômage - Pas d'électricité - Pas d'eau potable - Pas accès au secrétariat public - Pas d'internet - Grossesses précoces - Insuffisance d'hôpitaux et de centre de santé 	<ul style="list-style-type: none"> - Main d'œuvre existe mais il n'y a pas de travail - Changement évolutif de la mentalité des hommes par rapport à l'héritage, la scolarisation des filles 	<ul style="list-style-type: none"> - Présences de maladie chroniques VIH Sida - Exode rurale - Naissances très rapprochées - Balkanisation du pays - Non respect des droits humains, particulièrement les droits des femmes - Des coutumes rétrogrades qui oppriment les femmes - La prime des enseignements par les parents car l'Etat paie très peu. - Non respect des verdicts des urnes, corruption et mauvaise gouvernances.

Forces	Faiblesse	Opportunités	Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> - Grande distance pour les accouchements et peu de transport pour les femmes - Fort taux de mortalités maternelles 		

9 GUIDE D'ENTRETIEN DES FOCUS GROUPS

PAYS : RDC..... **Province**.....
Territoire..... **Groupement**
Village.....**DATE**.....
NOM DE LA PERSONNE INTERROGEE (optionnel).....
NIVEAU D'INSTRUCTION DE L'ENQUETE(E).....
NOM DE L'ENQUETEUR-TRICE.....

Question 1 : Comment sont repartis les biens de la famille en cas de décès de l'un des conjoints ou des parents.

Question 2 : Qui, selon vous, est le propriétaire de la parcelle ou de la concession familiale ? Veuillez justifier votre réponse svp.

Question 3 : De qui peut-on obtenir une parcelle ou une concession au sein de votre village et sous quelle condition ?

Question 4. Quelles sont les principales sources de revenus au sein de votre ménage ?

Question 5. Quelle est la part de chaque membre du ménage dans la production de ces revenus et qui décide de leur affectation ?

Question 6 : De quelle manière est dirigée votre entité ? Qui occupe le poste de responsabilité (école, église, formations sanitaires, le ONG, le marche, village....

Question 7 : existe-t-il un cadre d'échange entre vos dirigeants et leurs dirigés ? Si oui à quelle fréquence ?

Question 8 : Quel est le rôle principal de la femme dans votre village ?

Question 9 : Quelle est selon vous la contribution de la femme au développement de votre village ou groupement ?

Question 10 : Quels sont les services sociaux disponibles dans votre village ou groupement ? Est-ce que les hommes et les femmes ont un accès équitable a ces services ? Pourquoi ?

Question 11 : la polygamie ou la polyandrie sont elles pratiquées dans votre communauté ? Quel lien existe-t-il entre ces pratique et le VIH /sida ?

Question 12 : Quels sont, selon vous, les facteurs de blocage du développement de votre milieu ? Comment l es avez-vous identifiés ? Quelles solutions sont à envisager ?

10 GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUELS

PAYS : RDC..... **Province**.....
Territoire.....**Groupement**
Village.....**DATE**.....
NOM DE LA PERSONNE INTERROGEE (optionnel).....
NIVEAU D'INSTRUCTION DE L'ENQUETE-E.....
NOM DE L'ENQUETEUR-TRICE.....

Question 1 : Selon vous, qui de l'homme ou de la femme s'occupe de l'éducation des enfants dans votre famille ? Justifiez votre réponse.

Question 2 : Combien d'enfants (garçons et filles) au sein de votre famille son en âge scolaire ? Combien de garçons sont scolarisés et combien de filles ?

Question 3 :

Question 4 : Quelles sont les principales sources de revenus au sein de votre ménage ? Et leurs origines ?

Question 5 : Quelle est la part de chaque membre du ménage dans la production de ces revenus et qui décide de leur affectation ?

Question 6 : Pouvez-vous me dire comment votre localité ou groupement est hiérarchiquement organisée ? Quels sont les services sociaux disponibles dans votre localité/groupement ?

Question 7 : Comment les hommes et les femmes sont – ils représentés dans cette structure hiérarchique et dans les instances de prise de décision des services sociaux disponibles ?

Question 8 : Est-ce que les hommes et les femmes ont un accès équitable aux services sociaux disponibles dans votre localité ou groupement ? Pourquoi ?

Question 9 : Pouvez-vous me dire comment les échanges entre les dirigeants et les autres membres se font ? A quelle fréquence ? Avec quelle méthode

Question 10 : Pour vous, quel est le rôle majeur des femmes dans votre village ?

Question 11 : Quelle est selon vous la contribution des femmes au développement de votre localité/groupement ? Et quelle est la contribution des hommes ?

Question 12 : Comment percevez-vous le niveau de développement atteint à ce jour par votre localité/groupement ? A votre avis, quelles sont ses forces et ses faiblesses ? Quelles solutions à envisager pour améliorer dans l'avenir ?

1.1 OUTILS DE TRAITEMENT DES ENTRETIENS INDIVIDUELS

Etapas pour démarrer le traitement

1. Dans un premier temps, il faut n° les entretiens en groupant ceux des femmes et ceux des hommes du même groupement où l'enquête a eu lieu.
2. Pour le traitement des entretiens individuels dans le cadre du DTPG, vous pratiquerez un traitement horizontal, c'est-à-dire question par question.
3. Puis prendre 8 entretiens individuels de femmes pour effectuer une lecture flottante afin d'en identifier les catégories, les thèmes des réponses émises. Pour repérer les thèmes, catégories de réponses, la méthode du mapping (MindMap) peut être utilisée.
4. Ensuite transcrire les catégories/thèmes dans un tableau récapitulatif
5. Effectuer les mêmes actions avec 8 entretiens individuels d'homme. (reprendre l'étape 3 et 4)
6. Ensuite utiliser le tableau récapitulatif de traitement pour effectuer le comptage des réponses. En lisant vos prises de notes des réponses aux questions, pour repérer les unités de sens qui peuvent être classées selon les catégories/thèmes repérées grâce à la lecture flottante.
7. Si vous repérez des nouveaux thèmes/catégories vous rajouter une ligne à votre tableau récapitulatif.
8. Attention, tous vos tableaux doivent commencer par la colonne des entretiens individuels femmes (EIF).

Outils possibles par question

Q1 a

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Femmes		
hommes		
Les deux		

Raisons, arguments

Thèmes/catégories	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Des arguments		

Q2

Tableau des réponses des EIF

EIF	Filles	T	Garçons	T	Total colonne
Scolarisés					
Non scolarisés					
Total ligne					

Idem pour les Entretiens individuels hommes

El hommes	Filles	T	Garçons	T	Total colonne
Scolarisés					
Non scolarisés					
Total ligne					

Q3

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Garçons		
Filles		
Les 2		
La femme		
autres		

Pour les arguments, les classer par thématique/Catégories

Pour cela, vous pouvez utiliser le même tableau que celui de la **Q1** pour présenter les raisons

Q4a – les principales sources de revenus

Thèmes/catégories Des sources de revenus	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q4b – les principales sources de revenus

Thèmes/catégories origines	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q5a –Part de chaque membre du ménage dans la production de ces revenus

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Femmes		
hommes		
garçons		
filles		
autres		

Ou bien

Thèmes/catégories	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
<u>Femmes</u>		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
<u>Hommes</u>		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q5b –qui décide de leur affectation

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Hommes		
Femmes		
Les 2		
autres		

Arguments pour ces réponses

Thèmes/catégories	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Des arguments		
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q6a –listes des personnes qui dirigent

Liste des personnes	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Chef de chefferie		
Chef de village		

Q6b –listes des infrastructures du groupement (services sociaux)

Liste des infrastructures	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Ecoles		
Eglises		

Q7 –

Thèmes/catégories réponses	Entretiens individuels femmes		Entretiens individuels hommes	
	Rôles femmes	Rôles Hom	Rôles femmes	Rôles Hom
Nom de la catégorie 1				
-sous rubrique 1				
-sous rubrique 2				
- sous rubrique 3				
Nom de la catégorie 2				
-sous rubrique 1				
-sous rubrique 2				
- sous rubrique 3				

Argument : même tableau que celui des questions où il y a des raisons, arguments

Q8 –

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Accès		

équitable		
Femmes		
hommes		
Les 2		

Réponses liées au pourquoi

Argument : même tableau que celui des questions où il y a des raisons, arguments

Q9 -

Thèmes/catégories	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Echanges des dirigeants		
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Fréquence et méthode

Réponses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
fréquences		

Réponses méthodes	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes

Q10 –

Thèmes/catégories Rôles majeurs des femmes	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q11 a – Contribution des femmes au développement

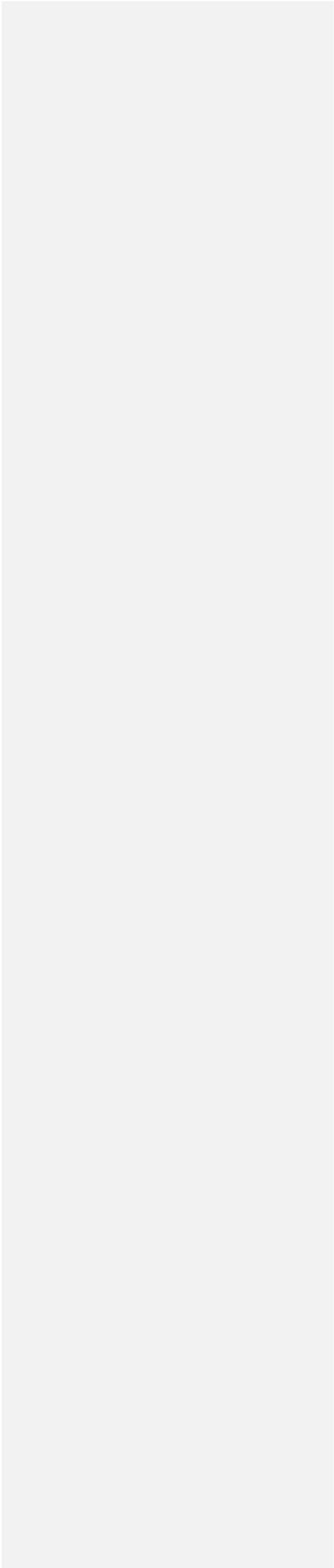
Thèmes/catégories Contribution des femmes	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q11 b – Contribution des hommes au développement

Thèmes/catégories Contribution des hommes	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q12a – Niveau de développement

Thèmes/catégories Niveau de développement	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		



Q12b – forces et faiblesses

Thèmes/catégories forces	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Thèmes/catégories faiblesses	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes
Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		

Q12c – Solutions

Thèmes/catégories solutions	Entretiens individuels femmes	Entretiens individuels hommes

Nom de la catégorie 1		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		
Nom de la catégorie 2		
-sous rubrique 1		
-sous rubrique 2		
- sous rubrique 3		